ANNALES PARLEMENTAIRES
DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1949-1950

SENAT

SÉANCES DU 8 NOVEMBRE 1949 AU 9 MARS 1950

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».
ABRÉVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Administrations publiques.

LANGUES.

Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 4 de la loi du 28 juin 1932, réglant l'emploi des langues en matière administrative.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Proposition de loi précisant et complétant la loi du 28 juin 1932, en ce qui concerne l'emploi des langues dans les administrations centrales de l'Etat et dans celles des services ou établissements publics dont l'activité s'étend à tout le pays.

Doc. — N° 55. Proposition de M. Bouweraerts.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Bouweraerts, p. 69 (14 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 89 (20 décembre 1949).

Proposition de loi précisant les termes « particuliers » et « habitants », figurant aux articles 6 et 7 de la loi du 28 juin 1932.

Doc. — N° 56. Proposition de M. Bouweraerts.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Bouweraerts, p. 69 (14 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 89 (20 décembre 1949).

Affaires étrangères.

AVIATION. — GRÈCE.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement royal belge et le gouvernement royal hellénique, relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes, le 21 juin 1949.

Doc. — N° 163. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex. p. 364 (8 février 1950).

CONSEIL DE L'EUROPE.

Projet de loi portant approbation du statut du Conseil de l'Europe, signé à Londres le 5 mai 1949.

Doc. — N° 39. Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 14 (6 décembre 1949).

Affaires étrangères (*suite*)

Discussion générale (11 janvier 1950).

Discours de MM. le comte d'Aspremont Lynden (qui demande au ministre des affaires étrangères s'il existe des conventions signées à Londres qui sont restées secrètes et doivent le rester, déclare que le plan Marshall court un grand risque et estime qu'à tout prix il faut accélérer l'effort militaire, économique et politique indispensable pour sauver la civilisation occidentale); Rolin (qui déclare être d'accord sur l'approbation du statut du Conseil de l'Europe, formule des réserves au sujet de la constitution à bref délai des Etats-Unis d'Europe et estime que l'Assemblée à Strasbourg devrait se limiter pour l'instant à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire); Motz (concernant l'aspect économique du problème, la désignation des délégués et le rôle des commissions de l'Assemblée de Strasbourg), et Taillard (qui estime que l'Union européenne contribue à diviser l'Europe en deux blocs et déclare que son groupe ne pourra approuver le statut du Conseil de l'Europe), pp. 166 à 174.

Reprise de la discussion générale (12 janvier 1950).

Discours de MM. le baron Nothomb (concernant le problème allemand); Vos (qui examine si le Conseil de l'Europe répond à un besoin économique et à un besoin culturel, parle de la déclaration sur les droits de l'homme faite à l'assemblée des Nations unies et déclare que tous les Européens doivent unir leurs forces pour ne pas périr); de la Vallée Poussin, rapporteur, (concernant le but du Conseil de l'Europe, la représentation au sein de ce Conseil et son fonctionnement; attire l'attention sur le problème des personnes déplacées); van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex. (qui répond aux questions posées : accords secrets, accords conclus à Londres concernant l'uranium et nomination des délégués à l'Assemblée de Strasbourg; estime que le plan Marshall reste une nécessité et parle du rôle du comité des ministres et de l'idée européenne), et Hoste (concernant l'aspect culturel), pp. 177 à 190.

Reprise de la discussion générale (17 janvier 1950).

Discours de MM. Mulier (concernant les motifs sociaux, économiques et financiers qui nous forcent à la coopération européenne); Van Remoortel (qui proteste contre un réarmement de l'Allemagne et attire l'attention sur la question de l'or et sur la nécessité d'un développement économique et social des territoires d'outre-mer); Pholien (concernant le principe de la sûreté de la personne, la liberté de se marier et de fonder une famille, le mal moral et les maux économiques dont souffre l'Europe et les relations avec l'Espagne); Mlle Baers (qui déclare que la coopération des peuples européens devrait

Affaires étrangères (*suite*)

évoluer dans un climat psychologique, intellectuel et économique et que la Belgique devrait être le défenseur du bien-être social); MM. Crommen (concernant le danger industriel allemand); Coulonvaux (qui souligne les écueils auxquels le Conseil de l'Europe aura à faire face), et van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., (qui déclare que le gouvernement tiendra compte des idées développées), pp. 192 à 202.
La discussion générale est close.
L'article unique est adopté sans observations, p. 202.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix contre 6, p. 208 (18 janvier 1950).
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

DOUANE.

Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944.

Doc. — N° 165. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 364 (8 février 1950).

DROIT COMMERCIAL. — CHÈQUES.

Projet de loi concernant l'approbation des trois conventions relatives au chèque, conclues à Genève le 19 mars 1931.

Doc. — N° 37. Rapport de M. Ronse.

DROIT SYNDICAL.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente et unième session.

Doc. — N° 115. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 227 (19 janvier 1950).

IMPOT SUR LE CAPITAL :

Luxembourg.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg le 9 octobre 1948.

Doc. — N° 164. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 364 (8 février 1950).

Pays-Bas.

Projet de loi portant approbation de la convention entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye le 25 septembre 1948.

Doc. — N° 166. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 364 (8 février 1950).

MARINE.

Projet de loi portant approbation :

a) *De la convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session;*

b) *De la convention internationale concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navire, adoptée à Seattle le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session;*

c) *De la convention internationale concernant l'examen médical des gens de mer, adoptée à Seattle le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session;*

d) *De la convention internationale concernant les certificats de capacité de matelot qualifié, adoptée à Seattle le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session.*

Doc. — N° 119. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 227 (19 janvier 1950).

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève le 6 mars 1948.

Doc. — N° 118. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 227 (19 janvier 1950).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, des règles et des annexes, signées à Londres le 10 juin 1948.

Doc. — N° 148. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 364 (8 février 1950).

Affaires étrangères (*suite*)

MÉTÉOROLOGIE.

Projet de loi portant approbation de la convention de l'Organisation météorologique mondiale, des annexes, de l'acte final et du protocole concernant l'Espagne, signés à Washington le 11 octobre 1947.

Doc. — N° 31. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 169. Rapport de M. P. De Groote.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 26 (6 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. P. De Groote, p. 408 (14 février 1950).

Discussion générale (1er mars 1950).

Observations de M. P. De Groote, rapporteur, p. 523.
La discussion générale est close.
L'article unique est adopté sans observations, p. 523.
L'ensemble du projet est adopté par 142 voix et 6 abstentions, p. 541 (7 mars 1950). — Se sont abstenus : MM. Levecq, Libois, Noël, Taillard, Boulanger et Glineur.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

PÊCHE.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons, et les annexes, signées à Londres le 5 avril 1946.

Doc. — N° 32. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. van Zeeland, m. a. ét. et du c. ex., p. 26 (6 décembre 1949).

TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie (n° 89), adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948, par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session.

Doc. — **N° 117. Exposé des motifs et projet de loi.**
Ann. — **Dépôt du projet par M. van Zeeland**, m. a. ét. et du c. ex., p. 227 (19 janvier 1950).

Agents de renseignements et d'action. — V. Guerre.

Agriculture.

PRÊTS AGRICOLES.

Projet de loi complétant la loi du 15 avril 1884 sur les prêts agricoles.

Doc. — **N° 170. Exposé des motifs et projet de loi.**
Ann. — **Dépôt du projet par M. Orban, m. a., p. 389 (9 février 1950).**

PULVÉRISATIONS.

Proposition de loi relative aux pulvérisations pendant la floraison au moyen de D. D. T., d'arséniates et d'autres produits toxiques.

Ann. — **Prise en considération et renvoi en commission, p. 17** (6 décembre 1949).

Allocations aux avocats stagiaires. — V. Organisation judiciaire : Assistance aux indigents.

Allocations compensatoires. — V. Travail.

Allocations familiales. — V. Assurances sociales : Sécurité sociale. V. aussi : Travail.

Allocations dues en fonction de l'augmentation du coût de la vie. — V. Assurances sociales.

Armée.

Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. — N° 133. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Devèze, m. d. n., p. 272 (26 janvier 1950).

Projet de loi accordant des avantages aux officiers et sous-officiers mis à la retraite par suite du rajeunissement des cadres de l'armée.

Doc. — N° 207. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Devèze, m. d. n., p. 551 (7 mars 1950).

ARMÉE SECRÈTE.

Proposition de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Doc. — N° 42. Rapport de M. H. De Groote.
N° 107. Amendements du gouvernement.
N° 134. Sous-amendement du gouvernement.
N° 173. Rapport complémentaire de M. H. De Groote.
N° 177. Sous-amendements de MM. Mazereel et consorts aux amendements du gouvernement.

Armée (*suite*)

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. H. De Groote, p. 30 (7 décembre 1949).

Discussion générale et ajournement (26 *janvier* 1950).

Discours de MM. Noël (qui proteste contre la politique suivie en matière d'incivisme et déclare que la proposition vise à diviser la résistance); Rolin (qui propose le renvoi en commission); Devèze, m. d. n., (qui se rallie à la motion d'ajournement et déclare être d'accord pour consulter le Conseil de la Résistance); Van Gerven (qui demande d'approuver le statut de l'Armée secrète en considération de l'intérêt moral); Coulonvaux (qui se rallie à la nécessité de renvoi en commission); Catteau (qui rend hommage à l'action de l'Armée secrète); et Struye (qui déclare être d'accord pour renvoyer la proposition en commission à condition que cette dernière puisse réexaminer le problème d'urgence), pp. 273 à 278.
La proposition est renvoyée en commission, p. 278 (26 janvier 1950).

Motion d'ajournement (7 *mars* 1950).

M. Coulonvaux propose d'ajourner la proposition. Observations de MM. Struye, Catteau et Rolin, p. 544.
La proposition d'ajournement n'est pas acceptée, p. 545.

Discussion générale (7 *mars* 1950).

Discours de M. H. De Groote, rapporteur (qui expose le but de la proposition et souligne que le statut de l'Armée secrète ne peut mettre en péril l'unité de la résistance); Mazereel (qui justifie ses amendements); Noël (qui déclare que la proposition est néfaste et que l'Armée secrète ne possède aucun argument sérieux à faire valoir pour être traitée sur un autre pied que les autres organisations de résistance); Gérard (qui défend la cause de l'Armée secrète); Rolin (qui estime qu'il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre la résistance armée militaire et la résistance armée civile); Van Gerven (qui fait observer que la proposition n'accorde aucun avantage matériel à l'Armée secrète, mais qu'elle répond uniquement aux revendications morales); Devèze, m. d. n. (qui fait remarquer que l'Armée secrète demande uniquement la reconnaissance juridique d'un statut qui lui a été donné à Londres); Noël (qui répond à M. Van Gerven); et Coulonvaux (qui insiste pour que le débat soit ajourné), pp. 545 à 552.
Observations de MM. Devèze, m. d. n., Glineur, Van Buggenhout, Struye, et du baron de Dorlodot, pp. 552 et 553.

Discussion des articles (8 *mars* 1950).
(Texte du gouvernement.)

Article 1er.

Sous-amendement de M. Mazereel.

Intervention de MM. Mazereel, Noël, Rolin, Struye et Coulonvaux, pp. 556 et 557.
Le sous-amendement n'est pas adopté, p. 557.
L'article 1er est adopté, p. 557.

Article 2.

Adopté, p. 557.

Article 3.

Sous-amendement de M. Mazereel.

Intervention de MM. Mazereel et Rolin, p. 558.
Les sous-amendements de M. Mazereel relatifs au deuxième et quatrième alinéas ne sont pas adoptés, p. 563.
Le texte de la commission est adopté, p. 563.
Le sous-amendement de la commission et celui de M. Mazereel tendant à supprimer le dernier alinéa sont adoptés, p. 563.
L'article 3 amendé est adopté, p. 563.

Article 4.

Sous-amendement de M. Mazereel.

Intervention de MM. Mazereel et Noël, p. 560.
L'article 4 est adopté, p. 560.

Articles 5 et 6.

Adoptés, p. 560.

Article 7.

Sous-amendement de M. Mazereel.

Intervention de MM. Mazereel et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 561.
Le sous-amendement n'est pas adopté, p. 561.
L'article 7 est adopté, p. 560.

Article 8.

Adopté, p. 561.

Article 9.

Le sous-amendement de la commission est adopté et l'article 9 ainsi amendé est adopté, p. 561.

Armée (*suite*)

Article 10.

Sous-amendement de M. Mazereel.

Intervention de MM. Rolin, Van Gerven et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 561 et 562.
Le sous-amendement n'est pas adopté, p. 562.
L'article 10 est adopté, p. 562.

Articles 11, 12, 13, 14 et 15.

Adoptés, p. 562.
L'amendement proposant la suppression de l'article 15 de la proposition initiale est adopté, p. 563.

Article 16.

Adopté, p. 563.

Articles 17 et 18 (nouveaux).

Adoptés, p. 563.
M. Rolin justifie le vote d'abstention de son groupe, p. 563.
L'ensemble du projet est adopté par 94 voix contre 11 et 32 abstentions, p. 564 (8 mars 1950).
Se sont abstenus : MM. Remson, Roelandts, Rolland, Rolin, Mme Spaak, MM. Spreutel, Van Belle, Mme Vandervelde, MM. Van Laerhoven, Van Remoortel, Verbert, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Allard, Beulers, Bouilly, Clays, Craeybeckx, Crommen, De Bruyne (V.), De Nauw, D'Hondt, Doutrepont, Duray (L.), Harmegnies, Laurens, Machtens, Mazereel, Muyldermans et Gillon.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1950 *le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.*
Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 522 (1er mars 1950).

JURIDICTIONS MILITAIRES. — CASSATION.

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.
Doc. — N° 130. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 262 (25 janvier 1950).

Proposition de loi abrogeant les arrêtés-lois du 8 *juin* 1940 *et du* 19 *octobre* 1944 *relatifs à l'exercice du pourvoi en cassation contre les arrêts et jugements rendus par la juridiction militaire.*
Doc. — N° 9. Proposition de M. Struye.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Struye, p. 9 (8 novembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

MILICE.

Projet de loi portant des dispositions dérogatoires à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 *février* 1937.
Doc. — N° 180. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 188. Rapport de M. Leynen.
Ann. — Dépôt du projet par M. Devèze, m. d. n., p. 484 (21 février 1950).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 564.
L'ensemble du projet est adopté par 121 voix contre 2, p. 568 (8 mars 1950).
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Assistance aux indigents. — V. Organisation judiciaire.

Assurances sociales.

Proposition de loi portant péréquation des allocations dues aux assurés sociaux, assurés libres et protégés sociaux, en fonction de l'augmentation du coût de la vie due aux dévaluations de la monnaie.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

MALADIE-INVALIDITÉ.

Proposition de loi tendant à garantir le bon fonctionnement de l'assurance contre la maladie et l'invalidité.
Doc. — N° 54. Proposition de M. Troclet.
Ann. — M. Moulin dépose la proposition au nom de M. Troclet, absent, p. 71 (14 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950.)

OUVRIERS MINEURS. — PENSIONS DE RETRAITE.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 *février* 1947 *coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.*
Doc. — N° 209. Proposition de M. Van Laerhoven.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Laerhoven, p. 584 (9 mars 1950).

Assurances sociales (*suite*)

RÉÉQUIPEMENT MÉNAGER.

Projet de loi étendant aux travailleurs agricoles le bénéfice de l'aide au rééquipement ménager.

Doc. — N° 84. Rapport de M. Jespers.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 129 (22 décembre 1949).
M. Jespers donne lecture du rapport dans les deux langues nationales, p. 129.

Discussion générale (22 *décembre* 1949).

Discours de MM. Jespers, rapporteur, et Bouilly (qui invitent le Sénat à voter le projet), p. 129.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 130.
L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 131 membres présents, p. 139 (22 décembre 1949).
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

RÉGIME DE RETRAITE.

Proposition de loi concernant l'instauration définitive du régime de retraite des salariés et des non-salariés.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

SÉCURITÉ SOCIALE.

Proposition de loi tendant à adapter le régime des allocations familiales au régime de la sécurité sociale.

Doc. — N° 104. Proposition de M. Troclet.

Ann. — M. Verbert dépose la proposition au nom de M. Troclet, p. 166 (11 janvier 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 308 (1er février 1950).

SUPPLÉMENT DE PENSION.

Proposition de loi accordant un supplément de pension aux bénéficiaires d'une majoration de rente de vieillesse en vertu des lois coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946.

Doc. — N° 95. Proposition de M. Glineur.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Glineur, p. 154 (10 janvier 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 308 (1er février 1950).

Aviation. — V. Affaires étrangères.

B

Banques.

Projet de loi relatif à la transformation des banques constituées sous forme d'union du crédit ou de société coopérative.

Doc — N° 40. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 75. Rapport de M. Schot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 50 (13 décembre 1949).
M. De Smet dépose le rapport au nom de M. Schot, p. 108 (21 décembre 1949).
Pas de discussion générale.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 128.
M. Catteau motive son vote, p. 138.
L'ensemble du projet est adopté par 126 voix contre 4 et 1 abstention, p. 138 (22 décembre 1949).
S'est abstenu : M. Clijnmans.
Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Baux à loyer. — V. Droit civil.

Bénéfices exceptionnels. — V. Impôts.

Beurre. — V. Interpellations : Doutrepont.
V. aussi : Motions d'ordre : Doutrepont.

Biens matrimoniaux. — V. Droit civil : Contrats de mariage.

Billets de banque. — V. Finances.

Budgets.

EXERCICE 1950.

Affaires étrangères et commerce extérieur.

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-IX. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 204. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Communications.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XV. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 139. Amendement du gouvernement.
N° 201. Amendement du gouvernement.

Budgets (*suite*)

Défense nationale.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-X. Projet du gouvernement et tableaux + errata.
N° 108. Amendement de MM. Doutrepont et consorts.
N° 141. Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 295 (31 janvier 1950).

Discussion générale (15 février 1950).

Discours de MM. Devèze, m. d. n., (concernant : la défense de la Belgique dans le cadre international, la répartition des hauts commandements, l'effort financier à accomplir, la pénurie des officiers, le régime linguistique à l'armée, l'âge limite pour la pension des officiers et le moral dans l'armée); le vicomte Cossée de Maulde (concernant le matériel de l'armée et l'utilité d'une base congolaise); le baron Nothomb, rapporteur, (concernant : les pactes militaires, l'armée d'occupation, les forces navale et aérienne et le problème des forces de l'intérieur), et Doutrepont (qui critique la structure générale du budget et demande des précisions concernant certains crédits), pp. 427 à 444.

Reprise de la discussion générale (21 février 1950).

Discours de MM. De Boodt (concernant : la situation linguistique à l'armée, la bombe atomique, les forces navale et aérienne, le sort réservé aux officiers et sous-officiers subalternes, l'activité des aumôniers, le gaspillage de nourriture à l'armée, le mariage des officiers, le problème de Lückenwalde, la taxe sur l'exemption du service militaire et les cartes de réduction accordées aux invalides et anciens combattants de 1914-1918); Mazereel (concernant le corps de chercheurs scientifiques et le personnel de l'O. R. A. F.); Coulonvaux (concernant : la contribution des pays signataires du Pacte Atlantique, la dette vis-à-vis des victimes de la guerre, et les anciens élèves de l'Ecole des cadets de l'armée); Levecq (concernant : le Pacte Atlantique, notre uranium congolais et la politique suivie à l'égard de l'Allemagne); Schalckens (concernant la part que la défense nationale exige du budget général et concernant la force aérienne); Baert (concernant : les examens de l'Ecole militaire, la menace des armes atomiques, l'équipement de notre armée et la politique militaire de nos alliés); Hoste (concernant le moral des troupes et de la population); le baron Nothomb, rapporteur, (concernant l'effort à accomplir par la Belgique dans le domaine de la défense et concernant la nécessité de détruire les fortifications accumulées par les Allemands à la côte belge) et Devèze, m. d. n., (qui répond aux orateurs), pp. 470 à 486.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 février 1950).

Les articles du tableau sont adoptés sans observations, p. 487.

Articles du projet de loi.

Articles 1 et 2.

Adoptés, p. 487.

Article 3.

L'amendement de M Doutrepont tendant à supprimer cet article est adopté, p 487.

Articles 4, 5, 6 et 7.

Adoptés, pp. 487 et 488.
L'article 3 est définitivement rejeté, p. 488.
MM. Rolin et le baron de Dorlodot justifient leur vote, p. 498.
L'ensemble du projet est adopté par 87 voix contre 7 et 44 abstentions, p. 498 (22 février 1950).
Se sont abstenus : MM. Clays, Craeybeckx, De Block, V. De Bruyne, P. De Groote, Delmotte, Delor, De Nauw, D'Hondt, Diriken, Doutrepont, L. Duray, Flamme, Harmegnies, Lacroix, Laurens, Ledoux, Mazereel, Meunier, Moulin, Remson, Roelandts, Rolland, Rolin, Rongvaux, Mme Spaak, MM. Spreutel, Troclet, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Eyndonck, Van Laerhoven, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Vos, Wijn, Wostijn, Yernaux, Allard, Beulers et Bouilly.
Le projet de loi est transmis à la Chambre des représentants.

Finances.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XXI. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 196. Rapport de M. Ronse.
N° 211. Amendement du gouvernement.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 556 (8 mars 1950).

Gendarmerie.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XI. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 144. Rapport de M. Baert.

Budgets (*suite*)

Discussion générale (22 février 1950).

Ann. — Discours du vicomte Cossée de Maulde (concernant l'organisation et les attributions de la gendarmerie) et de M. H. De Groote (concernant la tâche de la gendarmerie, l'action répressive exagérée du général Godfroid et le casernement de la gendarmerie), pp. 493 à 497.

Reprise de la discussion générale (23 février 1950.)

Discours de MM. Mazereel (concernant : la militarisation exagérée de la gendarmerie, l'utilité d'une réforme de l'école de la gendarmerie, le mariage des gendarmes, les mutualités et les indemnités); Versieren (concernant : le service judiciaire de la gendarmerie, le logement, les indemnités et la pension des gendarmes et le mariage du personnel subalterne); De Vleeschauwer, m. i. (qui déclare qu'il est souhaitable que le corps de la gendarmerie continue à dépendre du ministère de la défense nationale); Van Gerven (concernant : la définition primitive de la gendarmerie, l'avancement des gendarmes et les punitions infligées au corps de la gendarmerie), et le baron Orban de Xivry (concernant : le logement des gendarmes mariés, les chiens policiers et la tenue du gendarme), pp. 500 à 504.

Discours de MM. le baron Orban de Xivry (concernant la surveillance des routes et les gendarmes donneurs de sang); Devèze, m. d. n. (qui répond aux différents orateurs); Baert, rapporteur (concernant : le statut de la gendarmerie, la discipline et l'habillement du gendarme); Allard (concernant le régime des punitions et les griefs formulés par les gendarmes); Clays (concernant le logement et le mariage des gendarmes); Verbert (concernant l'affiliation aux mutualités); Levecq (qui estime que le crédit prévu pour la gendarmerie est exagéré), et Hoste (qui déclare que son groupe votera le budget), pp. 506 à 517.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (23 février 1950).

Les articles du tableau et du projet de loi sont adoptés, p. 517.

L'ensemble du projet est adopté par 91 voix contre 46 et 7 abstentions, p. 528 (1er mars 1950).

Se sont abstenus : MM. le baron Orban de Xivry, Van Buggenhout, Van Steenberge, Baert, H. De Groote, R. Desmedt et Ferijn.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Justice.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-VII. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 140. Amendement du gouvernement.
N° 206. Amendement du gouvernement.

Reconstruction.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XVII. Projet du gouvernement et tableaux.
N. 197. Rapport de M Derbaix.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 545 (7 mars 1950).

Santé publique et famille.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XX. Projet du gouvernement et tableaux.

Travaux publics.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-XVI. Projet du gouvernement, tableaux et errata.
N° 203. Rapport de M. Van den Storme.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van den Storme, p. 573 (9 mars 1950).

Voies et moyens.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 5-I. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 215. Amendements du gouvernement.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

C

Caisse de Dépôts et Consignations.

COMMISSION DE SURVEILLANCE.

Ann. — Le président fait remarquer que le mandat de M. R. De Man est venu à expiration, p. 176 (12 janvier 1950).

Caisse d'épargne et de retraite.
Compte rendu des opérations de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour l'année 1948.

Ann. — Transmis par le ministre des finances, p. 88 (20 décembre 1949).

Caisse nationale de Crédit professionnel. — Voir : Commerce et Industrie : Crédit professionnel.

Casier civil. — Voir : Droit civil.

Cassation contre les jugements de la juridiction militaire. — Voir : Armée : Juridictions militaires.

Chambres législatives-Sénat.

BUREAU DÉFINITIF.

Nomination du bureau définitif (8 novembre 1949).

Ann. — *Président du Sénat :* M. Van Remoortel propose de réélire les membres sortants, p. 4. — M. Coulonvaux propose la candidature de M. Gillon, p. 4. — M. Van Remoortel demande d'élire M. Rolin comme président du Sénat, p. 5. — M. Crommen fait allusion à un article paru dans un journal flamand et concernant M. Gillon, p. 5. — M. Gillon est proclamé président du Sénat, p. 5.

Vice-présidents du Sénat : 1er vice-président : M. Struye propose la candidature de M. Pholien et M. Van Remoortel propose celle de M. Matagne, p. 5. — M. Pholien est proclamé premier vice-président du Sénat, p. 5. — 2e vice-président : M. Van Remoortel propose la candidature de M. Matagne. M. Matagne est proclamé deuxième vice-président du Sénat, p. 6. — 3e vice-président : M. Struye demande d'élire M. Mullie, et M. Noël propose la candidature de M. Glineur, p. 6. — M. Mullie est proclamé troisième vice-président du Sénat, p. 6.

Secrétaires du Sénat : M. Struye propose de réélire les secrétaires sortants, et M. Noël propose la candidature de M. Taillard, p. 6. — MM. Bouilly, Van Eyndonck, Hanquet, De Boodt, Mlle Baers et M. Massonnet sont proclamés secrétaires du Sénat, p. 7.

Questeurs du Sénat : M. Noël propose la candidature de M. Boulanger, p. 7. — M. Struye propose de réélire les questeurs sortants, p. 7. — MM. le comte de la Barre d'Erquelinnes, Van Buggenhout, De Clercq, Doutrepont et Van Belle sont proclamés questeurs du Sénat, p. 7.

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — Modification dans la composition de la commission des affaires étrangères et du commerce extérieur, p. 28 (6 décembre 1949).

Modification dans la composition de la commission de la justice, p. 30 (7 décembre 1949).

Modification dans la composition de la commission spéciale de coopération économique, dite du Plan Marshall, p. 89 (20 décembre 1949).

Modification dans la composition de la commission des affaires étrangères, p. 362 (7 février 1950).

Composition de la commission du règlement, p. 364 (8 février 1950).

DÉCÈS.

Ann. — M. le président rend hommage à la mémoire de Frans Fischer, ministre d'Etat, p. 15 (6 décembre 1949).

Annonce du décès de M. J. Fehrenbach, ancien sénateur provincial d'Anvers, p. 204 (18 janvier 1950).

Annonce du décès du baron Georges Meyers, ancien sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, p. 490 (22 février 1950).

INCIDENTS.

Ann. — *Fait personnel :* M. Dierckx demande d'apporter une modification au C. R. A. du 27 octobre 1949 en ce qui concerne la discussion de la proposition relative à la consultation populaire, p. 8. — Réponse de M. Harmegnies, p. 8 (8 novembre 1949).

LISTES.

N° 1. Liste alphabétique des membres du Sénat.
N° 2. Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
N° 3. Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.
N° 4. Liste des commissions permanentes.
N° 219. Liste des projets et propositions de loi considérés comme non avenus par suite de la dissolution des Chambres (loi du 1er juillet 1893).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — M. Van Overbergh, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1949-1950, p. 3 (8 novembre 1949).

PÉTITIONS.

N° 152. Pétitions sur lesquelles la commission a statué (feuilleton n° 1).

POURSUITES.

Poursuites pénales engagées contre le sénateur Hubert de Groote.

Doc. — N° 13. Rapport de M. Vermeylen.

Chambres législatives (*suite*)

Ann. — Discours de M. Ronse (qui déclare que le groupe P. S. C. n'admettra jamais l'attentat impardonnable contre le monument de l'Yser et qui demande que l'enquête soit menée avec vigueur), p. 27.
Le projet de résolution de la commission est adopté, p. 28 (6 décembre 1949).

RÈGLEMENT.

Ann. — M. Bouilly fait un rappel à l'art. 52 du règlement en ce qui concerne un vote par appel nominal (discussion du projet relatif au fonds de commerce), p. 340.
Observations de MM. Vermeylen et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 340 (2 février 1950).
L'incident est clos.
Rappel au règlement de M. Harmegnies, qui propose d'ajourner le débat sur l'interpellation de MM. Moulin et Yernaux concernant les distributions d'eau. — Observations de MM. Van Glabbeke, m. s. p. et f., le baron de Dorlodot, Jespers, le baron Orban de Xivry, Gabriel, Catteau et Allewaert, pp. 402 et 403 (9 février 1950).

Revision du règlement. Proposition de modification des articles 15 *et* 57.

Doc. — N° 110. Proposition de M. Van Eyndonck.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Eyndonck, p. 194 (17 janvier 1950).

Charbonnages. — V. Commerce et industrie.
V. aussi : Interpellations : Harmegnies.

Chasse.

Proposition de loi modifiant l'article 5 *de la loi du* 28 *février* 1882 *sur la chasse.*

Doc. — N° 105. Proposition de M. De Vocht.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. De Vocht, p. 179 (12 janvier 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 236 (24 janvier 1950).

Proposition de loi modifiant la loi du 28 *février* 1882, *modifiée par la loi du* 4 *avril* 1900, *sur la chasse et la destruction des lapins sauvages.*

Doc. — N° 167. Proposition de M. Van Peteghem.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Peteghem, p. 392 (9 février 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 523 (1er mars 1950).

Chèques. — V. Affaires étrangères : Droit commercial.
V. aussi : Droit commercial.

Cinémas. — V. Enfance.

Code pénal. — V. Droit pénal.

Colonies.

DÉCRETS.

Projets de décret :
1° Réservant quatre zones du domaine minier du Comité spécial du Katanga;
2° Approuvant la convention minière conclue le 24 mai 1949 entre la colonie et la Société minière de la Bili;
3° Autorisant l'extension des droits de recherches minières dérivant de la convention conclue le 31 août 1939 entre la colonie et la Société minière du Congo septentrional (Sominor) et approuvée par le décret du 21 décembre 1939;
4° Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour le polygone dénommé « Belametsho »;
5° Approuvant une convention ayant pour objet l'échange et la concession de terrains sis à Léopoldville avec la société Huilever;
6° Approuvant une convention ayant pour objet la concession en occupation provisoire à la Compagnie du Kasai d'un terrain de 2,685 ha à usage agricole, sis sur la rive droite de la rivière Inzia, à Kalonda (district du Kwango);
7° Accordant des concessions minières dans le Ruanda-Urundi;
8° Approuvant une convention conclue le 25 juin 1949 entre la colonie du Congo belge, le Comité national du Kivu et la Compagnie des Chemins de Fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains.
Cette convention a pour objet l'extension d'attributions au Comité national du Kivu.
Il est à noter qu'une nouvelle convention en date du 13 octobre 1949 a remplacé celle du 25 juin 1949, qui doit être considérée comme non avenue.

Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 14 (6 décembre 1949).

Projet de décret : renouvelant pour deux ans les droits exclusifs de recherches minières de la société « Somuki » dans les blocs : « Mweri », « Heka » et « Gomvi ».

Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 88 (20 décembre 1949).

Colonies (*suite*)

Projets de décret :
1° Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour le polygone dénommé « Mbusu »;
2° Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie des Mines d'Etain Belgika (Belgikaétain) pour le polygone dénommé « Kankisu ».

Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 191 (17 janvier 1950).

Projets de décret :
1° Accordant des concessions minières dans le Ruanda-Urundi à MM. Ortmans, Ghin, Elquine, Faucon, Steffens et Rouhard;
2° Approuvant la convention du 14 juin 1949 qui accorde une concession minière à la Société coloniale minière (Colomines).

Ann. — Transmis par M. le ministre des colonies, p. 292 (31 janvier 1950).

Projet de décret :
Autorisant le comité spécial du Katanga à faire enregistrer gratuitement les terrains qui ont été replacés sous le régime de la convention du 19 juin 1900, constitutif du Comité spécial du Katanga, en vertu du contrat du 12 septembre 1930, approuvé par décret du 26 janvier 1931.

Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 328 (2 février 1950).

Commerce et industrie.

CHARBONNAGES.

Projet de loi modifiant la loi du 13 *août* 1947 *instituant le Conseil national des charbonnages, ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière.*

Doc. — N° 112. Rapport de M. Van Houtte.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. Van Houtte, p. 215 (18 janvier 1950). — M. Van Houtte demande de discuter le projet d'urgence. Cette demande est appuyée par M. Harmegnies, p. 215. — M. Van Buggenhout regrette que le rapport du Conseil des charbonnages n'ait pas encore été déposé, p. 216. — M. Liebaert, m. f, assure que toute diligence sera faite pour que le projet concernant les charbonnages soit discuté à la Chambre sans retard, p. 216.

Discussion générale (19 *janvier* 1950).

Discours de M. Van Houtte, rapporteur (qui expose le but du projet), p. 220.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 *janvier* 1950).

Article 1er et article 2.

Adoptés sans observations, p. 220.

Article 3.

L'article 3 est adopté, tel qu'il a été amendé par la commission, p. 220.
L'ensemble du projet est adopté par 136 voix contre 5, p. 226 (19 janvier 1950).
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Projet de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Doc. — N° 7. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. Duvieusart, m. a. é. et cl. m., p. 10 (8 novembre 1949).

OFFICE NATIONAL DE LA COOPÉRATION BELGE.

Proposition de loi instituant l'Office national de la Coopération belge.

Doc. — N° 22. Proposition de M. Van Belle.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Belle, p. 16 (6 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE.

Projet de loi complétant la loi du 20 *septembre* 1948 *portant organisation de l'économie.*

Doc. — N° 145. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 182. Amendement de MM. Bossaert et Catteau.
N. 195. Rapport de M. Van Buggenhout.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 328 (2 février 1950).
Dépôt du rapport par M. Van Buggenhout, p. 543 (7 mars 1950).

Discussion générale (9 *mars* 1950).

Discours de M. Catala (qui déclare que le projet est néfaste et dangereux à plusieurs égards et demande de le renvoyer en commission), p. 581 à 583.

Commerce et industrie (*suite*)

Observations de MM. De Block, Segers, m. c., et Struye, pp. 583 et 584.
La proposition d'ajournement n'est pas adoptée.
Discours de MM. Hanquet (qui déclare que le conseil d'entreprise devrait devenir un lieu de convergence loyale entre patrons et ouvriers) et De Block (qui déclare qu'il faut éviter que les patrons puissent congédier les candidats dans l'espoir d'échapper ainsi à la création d'un conseil dans leur entreprise et qui demande de renoncer à l'amendement proposé), pp. 584 à 585.
Observations de MM. Van Buggenhout, rapporteur, et Coulonvaux, p. 586.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 *mars* 1950).

Article 1er.

Discours de M. Bossaert (qui donne les motifs pour lesquels il a déposé un amendement); M. Van Buggenhout, rapporteur (qui déclare que le projet tend uniquement à créer une garantie contre les licenciements arbitraires) et M. Struye (qui fait remarquer que le projet ne peut être interprété comme un blâme général infligé à la classe patronale), pp. 587 et 588.
L'amendement de MM. Bossaert et Catteau n'est pas adopté, p. 588.
L'article 1er est adopté, p. 588.

Article 2.

Adopté p. 588.
L'ensemble du projet est adopté par 93 voix contre 2 et 1 abstention, p. 589 (9 mars 1950).
S'est abstenu : M. Bossaert.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Classes moyennes. — V. Habitations.

Commission d'appel pour personnes frappées de sanctions administratives à cause de leur comportement pendant la guerre. — V. Epuration civique. — Appel.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives-Sénat.

Communes.

FONDS DES COMMUNES.

Exécution de l'article unique de la loi du 23 *juin* 1938 *rétablissant l'article* 7 *de la loi du* 19 *juillet* 1922 *instituant un fonds des communes, ce dernier article* 7 *ayant été abrogé par le* 7° *de l'arrêté royal du* 14 *août* 1933.

Doc. — Rapport du gouvernement (sans numéro).
Ann. — Transmission du rapport relatif à la répartition définitive du Fonds des communes pour l'année 1948, p. 523 (1er mars 1950).

LOI COMMUNALE.

Secrétaires communaux.

Proposition de loi complétant l'article 109 *de la loi communale.*

Doc. — N° 27. Proposition de M. De Man.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. De Man, p. 16 (6 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

Proposition de loi modifiant l'article 111 *de la loi communale.*

Ann — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Traitements des bourgmestres et échevins.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 103 *de la loi communale.*

Doc. — N. 172. Proposition de M. Vermeylen.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Vermeylen, p. 390 (9 février 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 523 (1er mars 1950).

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

Congé payé. — V. Travail : Vacances.

Conseil de l'Europe. — V. Affaires étrangères.

Conseil d'Etat (Traitements). — V. Droit public.

Conseil national des charbonnages. — V. Commerce et industrie : Charbonnages.

Conseils consultatifs régionaux. — V. Enquêtes.

Conseils de prud'hommes. — V. Organisation judiciaire.

Conseils provinciaux. — V. Provinces : Loi provinciale.

Constitution. — V. Droit constitutionnel.

Constructions. — V. Habitations.

Consultation populaire. — V. Roi et famille royale.

Contrat de mariage. — V. Droit civil.

Contribution nationale de crise. — V. Impôts : Impôts directs.

Conventions. — V. Affaires étrangères.

Coopération (Office national). — V. Commerce et industrie : Office national de la coopération belge.

Cour des comptes.

Ann. — Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres des 21 octobre, 28 octobre et 18 novembre 1949, sous les nos 342, 343, 344, 345, 346, 348 et 349, et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères du travail et de la prévoyance sociale, des affaires économiques et des classes moyennes, des travaux publics, de l'instruction publique et du budget et des pensions. Renvoi à la commission des finances, p. 15 (6 décembre 1949).
Transmission d'un exposé ainsi que d'une ampliation de la délibération du conseil des ministres, n° 333, du 2 septembre 1949, au sujet du dissentiment survenu entre le collège et M. le ministre de l'instruction publique quant à l'application des articles 1 et 2 de l'arrêté royal du 25 avril 1929 à la carrière d'un professeur de l'enseignement moyen qui a passé plusieurs années au Congo belge à l'effet d'y exploiter une entreprise pour son compte personnel. Renvoi à la commission des finances, p. 15 (6 décembre 1949).
Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 25 novembre 1949, sous les nos 350, 351 et 352, et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques et des classes moyennes et du ministère du travail et de la prévoyance sociale. Renvoi à la commission des finances, p. 50 (13 décembre 1949).
Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 25 novembre et le 2 décembre 1949, sous les nos 353, 355 et 356, et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères des communications, de l'instruction publique et des travaux publics. Renvoi à la commission des finances, p. 88 (20 décembre 1949).
Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres les 9, 16 et 23 décembre 1949 et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères du travail et de la prévoyance sociale, de l'administration générale et des pensions, des travaux publics, de l'agriculture, de la défense nationale, de l'instruction publique, des communications et des finances. Renvoi à la commission des finances, p. 146 (10 janvier 1950).
Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 21 octobre 1949, sous le n° 341, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour l'exercice 1949 ainsi que d'un exposé concernant les dépassements de crédits qu'elle autorise. Renvoi à la commission des finances, p. 146 (10 janvier 1950).
Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 23 décembre 1949, sous les nos 369 et 372, et relatives respectivement à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des finances et du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur. Renvoi à la commission des finances, p. 192 (17 janvier 1950).
Transmission : 1° d'un exposé relatif au différend qui a surgi entre le collège et le département de l'instruction publique au sujet de la légalité des dépenses d'équipement et de fonctionnement des nouvelles écoles techniques de l'Etat ainsi que d'une ampliation d'une nouvelle délibération du conseil des ministres intervenue à ce propos; 2° de la délibération prise par le conseil des ministres le 16 décembre 1949, sous le n° 363, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires économiques et des classes moyennes ainsi que d'un exposé concernant les modalités d'utilisation et de justification du crédit qui en fait l'objet. Renvoi à la commission des finances, p. 204 (18 janvier 1950).
Transmission : 1° de la délibération prise par le conseil des ministres le 18 novembre 1949, sous le n° 347, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics; 2° de la délibération prise par le conseil des ministres le 23 décembre 1949, sous le n° 374, et relative à des dépenses faites en marge du budget de tous les départements. La Cour des comptes fait observer qu'aussi longtemps que la loi réduisant certains crédits et allouant des crédits supplémentaires pour l'exercice 1949 n'aura pas été votée, elle ne pourra refuser son visa sur les ordres de paiement ou de virement qui lui seront soumis dans la limite des crédits budgétaires alloués. Renvoi à la commission des finances, p. 236 (24 janvier 1950).

Cour des comptes (*suite*).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 28 octobre dernier, sous le n° 346*bis* concernant l'autorisation accordée au comptable des dépenses engagées près le ministère des travaux publics de prendre en charge un supplément de 10 millions de francs à l'article 16 du budget ordinaire pour l'exercice 1949 en vue de l'application par l'Office de la navigation de l'arrêté royal du 29 mai 1929. Renvoi à la commission des finances, p. 272 (26 janvier 1950).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministre le 23 décembre 1949, sous le n° 368, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des communications. Renvoi à la commission des finances, p. 348 (7 février 1950).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 27 janvier 1950, sous le n° 375, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère du travail et de la prévoyance sociale. Renvoi à la commission des finances, p. 406 (14 février 1950).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 3 février 1950, sous le n° 376, et relative à des dépenses faites en dérogation à la loi de finances du 27 décembre 1949. Renvoi à la commission des finances, p. 490 (22 février 1950).

Transmission du 106e cahier d'observations. Renvoi aux archives, p. 490 (22 février 1950).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 18 février 1950, sous le n° 379, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère du travail et de la prévoyance sociale. Renvoi à la commission des finances, p. 536 (7 mars 1950).

TRAITEMENTS.

Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1947 relative à la rétribution des membres de la Cour des comptes.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

Crédit à l'outillage artisanal. — V. Commerce et industrie : Crédit professionnel.

Crédits provisoires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Cultes.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi modifiant la loi du 8 mars 1948 fixant les traitements des ministres du culte catholique.

Doc. — N° 91. Proposition de M. Lohest.
N° 179. Rapport de M. Struye.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Lohest, p. 136 (22 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).
Dépôt du rapport par M. Struye, p. 481 (21 février 1950).
Cette proposition est jointe au projet du gouvernement fixant les traitements des ministres du culte catholique.
La discussion porte uniquement sur le projet gouvernemental.

Projet de loi fixant les traitements des ministres du culte catholique.

Doc. — N° 158. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 179. Rapport de M. Struye.

Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 367 (8 février 1950).
Dépôt du rapport par M. Struye, p. 481 (21 février 1950).
A ce projet est jointe la proposition modifiant la loi du 8 mars 1948 fixant les traitements des ministres du culte catholique.
La discussion porte uniquement sur le projet gouvernemental.
Pas de discussion générale.

Discussion des articles (22 février 1950).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 491.
L'ensemble du projet est adopté par 125 voix contre 2 et 4 abstentions, p. 505 (23 février 1950).
Se sont abstenus : MM. Glineur, Levecq, Libois et Noël.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

D

Décès. — V. Chambres législatives-Sénat.

Déclaration du Roi. — V. Roi et famille royale.

Décoration artistique. — V. : Travaux publics.

Décrets. — V. Colonies.

Délai de citation. — V. Instruction criminelle.

Dentistes (Diplômes). — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Dépens en matière pénale. — V. Droit pénal.

Détention préventive. — V. Organisation judiciaire.

Dévaluation. — V. Assurances sociales.

Dispositif de certains jugements (transcription). — V. Droit civil : Etat civil : Registres.

Distributions d'eau. — V. Interpellations : Moulin-Yernaux.

Dommages de guerre. — V. Guerre.

Douanes. — V. Affaires étrangères.

Douanes et accises. — V. Impôts.

Droit civil.

BAUX A LOYER.

Projet de loi modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
Nouveau titre :

Projet de loi prorogeant et modifiant les lois portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Doc. — N° 45. Rapport de M. Lohest.
N° 46. Amendement de M. Clynmans.
N° 47. Amendement de M. Van Laeys.
N° 50. Amendements de M. Noël et consorts.
N° 57. Amendement de M. Struye et amendement de M. George.
N° 68. Projet réamendé par la Chambre des représentants.
N° 76. Rapport de M. Lohest.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 50 (13 décembre 1949).

Discussion générale (14 *décembre* 1949).

M. Lohest donne lecture du rapport en français et M. Clynmans en donne lecture en flamand, p. 69.
Discours de MM. Noël (qui déclare que son groupe voudrait proroger la loi dans les mêmes conditions qu'en 1948 et qui demande d'insérer dans le projet des clauses fiscales); Coulonvaux (qui déclare que son groupe émettra un vote affirmatif en espérant que le gouvernement déposera dans un bref délai un projet réglant le régime de la propriété); et Lilar, m. j. (qui donne les raisons pour lesquelles le gouvernement demande de proroger pour six mois encore le régime en vigueur), pp. 69 à 71.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 *décembre* 1949).

Article 1er.

Intervention de MM. Struye (qui déclare pouvoir difficilement admettre que le projet tende à retirer à une certaine catégorie de locataires une prorogation dont ils bénéficiaient et qui défend l'amendement tendant à faire échapper à l'application de la loi les immeubles importants); Lilar, m. j. (qui estime que l'amendement de M. Struye est sans portée); Struye (qui défend son amendement); Lohest, rapporteur (qui déclare qu'une loi réglant les taux des loyers doit être votée avant le 30 juin 1950); Servais (qui demande d'adopter l'amendement de M. Struye, admis par la commission); Coulonvaux (qui déclare que son groupe votera l'amendement de M. Struye); Clynmans (en ce qui concerne la restriction du droit à la prorogation du loyer); Rolin (qui propose d'insérer une clause spéciale relative aux baux élevés); Struye (qui propose de modifier le texte de l'article 1er); Lilar, m. j. (qui s'oppose à l'amendement) et Noël (qui déclare que l'amendement de M. Struye créera l'incertitude parmi les petits locataires), p. 72 à 76.
M. Struye retire son amendement en faveur de celui déposé par M. George, p. 76.
M. Vermeylen propose de renvoyer le projet en commission et M. Lilar, ministre de la justice, se rallie à cette proposition, p. 76.
M. Struye fait remarquer que l'amendement de M. George corrige l'erreur de rédaction que contenait l'article 1er, p. 76.
Intervention de M. Lohest (qui déclare qu'il est plus utile de trancher les difficultés en séance publique), p. 77.
Les amendements de M. Noël et consorts ne sont pas adoptés, p. 77.
Amendement de M. Van Laeys : Intervention de MM. Van Laeys (qui défend son amendement); Lilar, m. j. (qui fait remarquer que l'amendement mettrait en danger l'ensemble de la nouvelle loi sur les loyers), et Struye (qui donne les motifs pour lesquels il s'oppose à l'amendement), p. 78.
L'amendement de M. Van Laeys n'est pas adopté, p. 78.
L'amendement de M. George et consorts est adopté, p. 78.
L'article 1er amendé est adopté. Par suite de l'amendement de la commission il devient l'article 2, p. 78.

Article 2 (devenu l'art. 3).

M. Clijnmans défend son amendement qu'il retire ensuite, p. 79.
L'article 2 est adopté, p. 79.

Article 3 (devenu l'art. 4).

Adopté, p. 79.

Droit civil (*suite*)

Article 4 (devenu l'art. 5).

L'amendement de M. Noël n'est pas adopté, p. 79.
L'article 4 est adopté, p. 79.

Article 5 (nouveau) — (amendement de M. Noël).

L'amendement n'est pas adopté, p. 80.

Vote sur l'article 1er nouveau présenté par la commission et sur l'article 1er amendé, devenu l'article 2.

Les articles amendés sont adoptés, p. 80.
L'ensemble du projet est adopté par 117 voix et 5 abstentions, p. 80 (14 décembre 1949).
Se sont abstenus . MM. Libois, Noël, Boulanger, le baron de Dorlodot et le comte de la Barre d'Erquelinnes.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet réamendé par la Chambre des représentants.

Projet réamendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. Lohest, p. 121 (21 décembre 1949).

Discussion générale et vote des articles (22 décembre 1949).

Discours de MM. Lohest, rapporteur (qui demande de voter le projet de loi tel qu'il est revenu de la Chambre) et Coulonvaux (qui regrette que la Chambre n'ait pas admis l'amendement du Sénat), p. 127.
Les articles sont adoptés sans observations, pp. 127 et 128.
M. Hanquet justifie son vote, p. 137.
L'ensemble du projet est adopté par 114 voix contre 9 et 8 abstentions, p. 137 (21 décembre 1949).
Se sont abstenus : MM. Baur, Clynmans, baron de Dorlodot, Estienne, Lagae, Moreau de Melen, Sledsens et Tobback.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

Doc. — N° 58. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 81 (14 décembre 1949).

CASIER CIVIL.

Incapacité de disposer.

Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publicité de l'incapacité de disposer.

Doc. — N° 34. Proposition de M. Lagae.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Lagae, p. 36 (7 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 89 (20 décembre 1949).

CONTRAT DE MARIAGE.

Proposition de loi modifiant le titre V du livre III du Code civil sur le contrat de mariage et instituant comme régime matrimonial légal le régime des biens matrimoniaux.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

DROITS ET DEVOIRS DES ÉPOUX.

Proposition de loi modifiant le chapitre VI du titre V du livre I du Code civil sur les « droits et devoirs respectifs des époux ».

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

ETAT CIVIL.

Registres.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements.

Doc. — N° 194. Projet amendé par la Chambre des représentants.
Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 536 (7 mars 1950).

FONDS DE COMMERCE.

Projet de loi sur la protection du fonds de commerce.
Nouveau titre :
Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

Doc. — N° 36. Rapport complémentaire de M. Lohest.
N° 41. Amendements du gouvernement au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.
N° 43. Amendements de M. Boulanger et consorts au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.
N° 44. Amendements de M. Kluyskens au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.
N° 51. Amendements de Mme Ciselet et M. Moureaux au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.

Droit civil (*suite*)

N° 61. Amendement de M. Van Steenberge.
N° 62. Amendement de MM. Van Steenberge et consorts.
N° 63. Amendements de M. Van Houtte.
N° 64. Amendements de M. Coulonvaux au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.
N° 65. Amendement de M. Van Steenberge.
N° 66. Amendement du gouvernement au texte des commissions réunies de la justice et des affaires économiques et des classes moyennes.
N° 67. Amendement de M. Ancot.
N° 69. Amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.
N° 70. Amendement de M. Tobback.
N° 71. Amendement de M. Lagae.
N° 79. Amendement de M. Van Steenberge.
N° 83. Sous-amendement de M. Derbaix à l'amendement de M. Van Steenberge.
N° 93. Amendement de M. Rolin.
N° 96. Amendements de M. Coulonvaux.
N° 111. Amendement de M. Clijnmans.
N° 113. Sous-amendement de MM. Rolin et Servais à l'amendement de M. Boulanger.
N° 116. Amendement de M. Ancot.
N° 121. Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement du gouvernement.
N° 122. Sous-amendement de M. Kluyskens à l'amendement du gouvernement.
N° 123. Amendement de M. Coulonvaux.
N° 125. Amendement de M. Coulonvaux.
N° 126. Amendements du gouvernement.
N° 127. Amendement de M. George.
N° 128. Amendement de M. George.
N° 129. Amendement de M. Van Steenberge.
N° 136. Amendement de M. Coulonvaux et consorts.
N° 137. Amendement de M. Rolin.
N° 143. Amendement de M. Coulonvaux et consorts.
N° 147. Amendement subsidiaire de MM. Van Steenberge et consorts.
N° 155. Amendement de M. Clijnmans au texte de la commission.
N° 161. Amendement du gouvernement.
N° 162. Texte adopté au premier vote.
N° 214. Second rapport complémentaire de M. Lohest.
Ann. — Dépôt du rapport complémentaire par M. Lohest, p. 16 (6 décembre 1949).

Discussion générale (20 décembre 1949).

Discours de MM. Lohest, rapporteur (qui expose le problème de la propriété commerciale); Servais (qui donne les raisons justifiant le vote du projet et qui expose le but du projet); De Block (concernant les avantages du projet, la sécurité d'existence des classes moyennes commerçantes et les intérêts du consommateur); Coulonvaux (concernant l'aspect juridique du problème, les revendications des locataires commerçants, l'indemnité d'éviction et la fixation des loyers); Boulanger (qui estime qu'on a enlevé au projet son caractère économique et son caractère démocratique et qui déclare que le projet sera plus mauvais que celui voté par la Chambre, s'il n'est pas amendé); Clijnmans (qui fait remarquer que le problème des classes moyennes se pose d'une façon aiguë dans les grandes villes, attire l'attention sur le caratère social de la loi et examine en quoi consiste la protection des commerces de détail); Hanquet (qui estime que la loi devrait être assouplie et qui formule des observations en ce qui concerne différents articles), et Pholien (qui déclare que la loi ne méconnaît pas les droits du propriétaire et que le projet est une très grande chose), pp. 90 à 104.

Reprise de la discussion générale (21 *décembre* 1949.)

Discours de MM. Rolin (qui estime qu'il faut prévoir, hors de tout enrichissement du bailleur, l'octroi d'une indemnité et parle de la situation des brasseurs); Coulonvaux (qui estime qu'un enrichissement sans cause est la base d'une action en vue de l'indemnisation), et Lohest, rapporteur (qui rappelle que notre vieux Code civil prévoit l'indemnité pour le preneur évincé), pp. 108 et 109.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 décembre 1949).

Article 1er.

Amendements de M. Boulanger et de M. Van Steenberge.

Intervention de MM. Boulanger, Rolin, Van Steenberge, Duvieusart, m. a. é. cl. m., Clijnmans, Mme Ciselet; MM. Derbaix Pholien et Rolin, pp. 110 à 113.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 113.
L'amendement de M. Van Steenberge est retiré à l'article 1er mais il est proposé à l'article 2, p. 113.
L'article 1er est adopté, p. 113.

Article 2.

1°.

Intervention de M. Rolin, p 114.

Droit civil (*suite*)

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de M. Boulanger, p. 114.
L'amendement n'est pas adopté, p. 114.

Amendement de M. Coulonvaux.
Intervention de MM. Coulonvaux et Servais, p. 114.
L'amendement est adopté, p. 114.
Le 1° de l'article 2, ainsi amendé, est adopté, p. 114.

2°.

Adopté, p. 114.

3°.

Amendement de M. Tobback.
Intervention de MM. Tobback et Lohest, rapporteur, p. 115.
L'amendement de M. Tobback est retiré.
Intervention de MM. Coulonvaux, Kluyskens, Lohest, rapporteur, Rolin et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 115 et 116.
Le vote du 3° et du 4° de l'article 2 est réservé jusqu'au moment de la discussion de l'article 17.

5°.

Amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.
Intervention de MM. Van Laeys et Mme Ciselet, p. 117.
L'amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux est adopté, p. 117.
Le 5°, ainsi amendé, est adopté.

6°.

Amendement de M. Ancot tendant à ajouter un 6°.
Intervention de MM. Ancot, Lohest, rapporteur, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Coulonvaux, pp. 117 à 119.
L'amendement de M. Ancot disparaît provisoirement pour être éventuellement produit, sous une autre forme, à l'article 17.

Amendement de M. Van Steenberge tendant à ajouter un 6°.
Intervention de MM. De Block, Derbaix et Lohest, rapporteur, p. 119.
L'amendement de M. Van Steenberge et consorts est rejeté par 63 voix contre 36 et 5 abstentions, p. 120.
Se sont abstenus : MM. Derbaix, Desmedt, Tobback, Clijnmans et le baron de Dorlodot.
L'article 2 est réservé.

Article 3.

Les trois premiers alinéas sont adoptés, p. 121.

Alinea 4.

Amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.
Intervention de Mme Ciselet, MM Duvieusart, m. a. éc. cl. m., et Lohest, rapporteur, p. 122.
L'amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux n'est pas adopté, p. 122.
L'alinéa 4 est adopté, p. 122.

Alinéa 5.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger, Derbaix, Duvieusart, m. a. éc. cl. m., Rolin et Coulonvaux, pp. 122 et 123.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 123.

Amendements de MM. Kluyskens et Van Houtte.
Intervention de MM. Kluyskens et Van Houtte, p. 123.
L'amendement de M. Kluyskens est retiré, p. 124.
L'amendement de M. Van Houtte est adopté, p. 124.
Le 5e alinéa amendé de l'article 3 est adopté, p. 124.
L'ensemble de l'article 3 est adopté, p. 124.

Articles 4 et 5.

Les amendements de M. Boulanger sont retirés et les articles sont adoptés, p. 124.

Reprise de la discussion des articles (22 décembre 1949).

Article 6.

Amendement de M. Coulonvaux et amendement de M. Van Steenberge.
Intervention de MM. Coulonvaux; Lohest, rapporteur; Rolin; Duvieusart, m. a. éc. cl. m.; Van Steenberge, et De Clercq, pp. 140 à 144.
Les amendements ne sont pas adoptés, p. 144.
L'article 6 est adopté, p. 144.

Reprise de la discussion des articles (19 janvier 1950).

Article 7.

Alinéa 1er.

Amendement de M. Coulonvaux.
Intervention de MM. Coulonvaux, Lohest, rapporteur, Rolin et Duvieusart, m. af. éc. cl m., pp. 221 à 224.
L'amendement de M. Coulonvaux n'est pas adopté, p. 224.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger et Rolin, p. 224.
L'amendement de M. Boulanger est adopté, p. 224.

Droit civil (*suite*)

Amendement du gouvernement.
Intervention de M. Lohest, rapporteur, p. 224.
L'amendement du gouvernement est adopté, p. 225.

Alinéa 2.

L'amendement du gouvernement est adopté, p. 225.

Alinéas 3, 4 et 5.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Lohest, rapporteur, Boulanger et Coulonvaux, p. 225
L'amendement de M. Boulanger est adopté, p. 225.

Amendement du gouvernement.
Adopté, p. 225.

Amendement de M. Boulanger tendant à ajouter un alinéa.
Intervention de MM. Boulanger, Duvieusart, m. a. éc. et cl. m., Servais, et Rolin, pp. 225 et 226.

Amendement de M. Boulanger. — Sous-amendement de MM. Rolin et Servais.
Intervention de MM. Struye, Ancot, Kluyskens, Boulanger, Rolin, Coulonvaux et Moureaux, pp. 229 et 230.
Le sous-amendement n'est pas adopté, p. 230.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 230.
L'article 7 amendé est adopté, p. 231.

Article 8.

Amendement de M. Coulonvaux.
Intervention de MM. Coulonvaux, Lohest, rapporteur, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 228.
L'amendement n'est pas adopté, p. 228.
Les trois premiers alinéas sont adoptés, p. 229.
Le quatrième alinéa est adopté, p. 229.

Article 9.

Alinéa 1er.

Amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.
Intervention de Mme Ciselet et M. Rolin, p. 231.
L'amendement de Mme Ciselet et de M. Moureaux n'est pas adopté, p. 231.

Alinéa 2.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger et Lohest, rapporteur, p. 232.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 232.
L'article 9 est adopté dans la rédaction proposée par la commission, p. 232.

Article 10.

L'amendement de M. Coulonvaux est retiré, p. 232.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Lohest, rapporteur, et Boulanger, p. 232.
L'amendement est retiré, p. 233.

Premier amendement de M. Kluyskens.
Intervention de MM. Kluyskens; Clynmans; Duvieusart, m. a. é. cl. m., Lohest, rapporteur, Derbaix, et Ancot, pp. 233 et 234.
Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens est réservé.

Reprise de la discussion des articles (24 janvier 1950).

Article 10.

Premier amendement de M. Kluyskens.
Intervention de MM. Clijnmans, Kluyskens et Rolin, pp. 239 et 240.
Le premier amendement de M. Kluyskens n'est pas adopté p. 240.

Deuxième amendement de M. Kluyskens.
Intervention de M. Kluyskens, p. 240.
Le second amendement de M. Kluyskens n'est adopté, p. 240.

Amendements de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger, Lohest, rapporteur, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 241.
Les amendements de M. Boulanger ne sont pas adoptés, p. 241.
Le troisième amendement de M. Boulanger est retiré, p. 241.
L'article 10, amendé, est adopté, p. 241.

Article 11.

Adopté, p. 241.

Article 12.

Amendement de M. Coulonvaux.
M. Coulonvaux retire l'amenement qu'il avait proposé, mais le remplace par un autre, p. 241.
Intervention de MM. Derbaix, Lohest, rapporteur, Coulonvaux, Ancot, et Rolin, pp. 242 à 245.
L'amendement de M. Coulonvaux n'est pas adopté, p. 245.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Lohest, rapporteur, p. 245.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 245.
L'article 12 est adopté, p. 245.

Droit civil (*suite*)

Article 13.

Le premier amendement de Mme Ciselet et de M. Moureaux est retiré, p. 245.

Amendement de M. Boulanger.

Intervention de MM. Boulanger et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 246.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 246.
Le sous-amendement de M. Coulonvaux à l'amendement de Mme Ciselet est retiré, p. 246.

Deuxième amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.

Intervention de Mme Ciselet, MM. Lohest, rapporteur, Van Laeys, Rolin, Moureaux, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 246 et 247.
L'amendement est adopté, p. 247.
L'article 13, amendé, est adopté, p. 247.

Article 14.

Amendement de M. Boulanger tendant à supprimer l'article.

Intervention de MM. Boulanger, Lohest, rapporteur, et Rolin, pp. 247 et 248.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 248.
L'article 14 est adopté, p. 248.

Article 15.

Amendement de M. Coulonvaux.

Intervention de M. Lohest, rapporteur, Coulonvaux, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Rolin, pp. 248 et 249.
L'amendement de M. Coulonvaux n'est pas adopté, p. 249.

Amendement de M. Boulanger.

L'amendement de M. Boulanger est retiré, p. 249.
L'article 15 est adopté, p. 249.

Article 16.

Amendement de M. Boulanger.

Intervention de M. Boulanger, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Rolin, p. 250.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 250.
L'article 16 est adopté, p. 250.

Article 17.

Premier amendement de M. Van Houtte.

Intervention de M. Van Houtte, p. 251.
L'amendement de M. Van Houtte est adopté, p. 251.

Premier amendement de M. Boulanger.

Intervention de M. Boulanger, p. 251.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 251.

Deuxième amendement de M. Boulanger.

Intervention de MM. Boulanger et Rolin, p. 251.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 251.

Troisième amendement de M. Boulanger.

Intervention de MM. Boulanger, Lohest, rapporteur, et Rolin, pp. 251 et 252.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 252.

Deuxième amendement de M. Van Houtte.

Intervention de MM. Van Houtte, Lohest, rapporteur, Rolin, Duvieusart, m. é. cl. m., et Ancot, pp. 252 et 253.
L'amendement de M. Van Houtte est adopté, p. 253.
Le § II de l'article 17 est réservé, p. 253.

Amendement du gouvernement proposant d'ajouter un § III.

Intervention de MM. Kluyskens et Rolin, pp. 253 et 254.

Reprise de la discussion des articles (25 janvier 1950).

Article 17.

§ II.

Amendement de M. George.

Intervention de MM. George, Rolin; Schot, Kluyskens, Duvieusart, m. a. é. cl.; Coulonvaux, et Lokest, rapporteur, pp. 262 à 265.

§ III.

L'amendement du gouvernement tendant à ajouter un § III est retiré et remplacé par un autre. De ce fait, le sous-amendement de M. Kluyskens au premier amendement du gouvernement est retiré. Il ne reste que le sous-amendement de M. Rolin.
Intervention de MM. Rolin, Duvieusart, m. a. é. cl. m., Coulonvaux, et Lohest, rapporteur, pp. 266 et 267.
Intervention de MM. Kluyskens et Rolin, pp. 267 et 268.
L'amendement de M. Rolin est adopté et l'amendement du gouvernement vient à tomber, p. 269.
La suite de la discussion de l'article 17 est réservée jusqu'au moment de la discussion de l'article 26.

Article 2 (3° à 6° qui avaient été réservés).

Intervention de MM. Kluyskens, Duvieusart, m. a. é. cl. m., Rolin, et Lohest, rapporteur, p. 269.
Tous les amendements sont retirés, p. 269.
L'article 2 est adopté, p. 270.

Droit civil (*suite*)

Article 18.

Amendement de M. Boulanger.

Intervention de MM. Boulanger, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Lohest, rapporteur, p. 256.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 256.
L'article 18 est adopté, p. 256.

Article 19.

Adopté, p. 257.

Article 20.

Adopté, p. 257.

Article 21.

L'amendement de M. Boulanger est retiré, p. 257.

Amendements de M. Kluyskens.

Intervention de M. Kluyskens, p. 257.
Les amendements de M. Kluyskens sont adoptés, p. 257.
L'amendement de M. Coulonvaux est retiré, p. 257.

Amendement de M. Lagae

Intervention de MM. Lagae, Rolin, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Lohest, rapporteur, pp. 257 et 258.
L'amendement de M. Lagae n'est pas adopté, p. 258.
L'article 21, amendé, est adopté, p. 258.

Reprise de la discussion des articles (26 janvier 1950).

Article 22.

Amendements de M. Coulonvaux.

Intervention de MM. Coulonvaux, Rolin; Servais, Lohest, rapporteur, Boulanger, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 278 à 280.
Le vote sur l'article 22 est réservé, p. 280.

Article 23.

Adopté, p 281.

Article 24.

Amendement de M. Coulonvaux.

Intervention de MM. Coulonvaux, Lohest, rapporteur, Rolin, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Kluyskens, pp. 281 et 282.
L'amendement de M. Coulonvaux est adopté, p. 282.
L'article 24, amendé, est adopté, p. 282.

Article 25.

Amendement de M. Coulonvaux.

Intervention de MM. Coulonvaux, Lohest, rapporteur, Derbaix, Rolin, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Moureaux, pp. 283 et 284.
La discussion de l'article 25 est ajournée, p. 284.

Article 25*bis*

Amendement de M. Rolin tendant à ajouter un article 25bis.

Intervention de MM. Rolin et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 284 et 285.
L'amendement n'est pas adopté, p. 285.

Article 26.

Amendement de M. Coulonvaux tendant à supprimer les articles 26 *et* 27.

Intervention de MM. Coulonvaux, Kluyskens, Boulanger, Rolin, Lohest, rapporteur, et Clijnmans, pp. 285 à 288.
L'amendement de M. Coulonvaux n'est pas adopté, p. 288.

Reprise de la discussion des articles (31 janvier 1950).

Amendement de Mme Ciselet et de M. Moureaux.

Intervention de Mme Ciselet, MM. Vermeylen, Lohest, rapporteur, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 297 à 299.
L'amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux est adopté, p. 299.

Amendement de M. Ancot

Intervention de MM. Ancot, Lohest, rapporteur; Moureaux, Duvieusart, m. a. é. cl. m.; Van Steenberge; Struye; Coulonvaux; Clijnmans, et Hoste, pp. 299 à 305.
Le vote sur l'amendement est réservé, p. 305.

Reprise de la discussion des articles (2 février 1950).

Article 26.

Intervention de M. Lohest, rapporteur, Mme Ciselet, MM. Vermeylen, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., pp. 328 et 329.
L'amendement de M. Ancot n'est pas adopté, p. 329.

Amendement de M. Boulanger.

Intervention de MM. Boulanger, et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 329.
L'amendement n'est pas adopté, p. 330.

Deuxième amendement de Mme Ciselet et M. Moureaux.

Intervention de Mme Ciselet, p. 330.
L'amendement n'est pas adopté, p. 330.

Droit civil (*suite*)

Amendement principal de M. Van Steenberge.
Intervention de MM. Boulanger et Duvieusart, m. a. é. cl. m., Vermeylen; Clijnmans; Lohest, rapporteur, Ancot, et Van Houtte, pp. 330 à 332.
Intervention de M. Derbaix, p. 337.
L'amendement n'est pas adopté, p. 337.
L'amendement subsidiaire de M. Van Steenberge n'est pas adopté, p. 337.

Amendement de M. Rolin.
Intervention de MM. Vermeylen, Derbaix, Clijnmans, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Ancot, pp. 337 à 339.
L'amendement est adopté, p. 339.

Deuxième amendement de M. Van Steenberge.
Rejeté, p. 339.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger et Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 339.
L'amendement n'est pas adopté, p. 339.

Amendement de M. Clijnmans.
Intervention de M. Lohest, p. 339.
L'amendement est adopté, p. 339.

Amendement de M. George.
Intervention de MM. Coulonvaux, Vermeylen, Clijnmans, et Lohest, rapporteur, pp. 339 à 341.
Le vote sur l'amendement est réservé.

Alinéas 3 et 4.

Intervention de MM. Pholien; Struye; Lohest, rapporteur; Kluyskens, Coulonvaux, et Vermeylen, pp. 341 à 343.
Tous les alinéas de l'article 26 sont adoptés, p. 343.

Vote sur l'article 17 (réservé).

L'amendement de M. George qui avait été réservé n'est pas adopté, p. 343.
L'article 17 est adopté, p. 343.

Vote sur l'article 22 (réservé)

Intervention de M. Coulonvaux, p. 343.
La discussion du nouvel amendement est ajournée, p. 343.

Article 27.

Les amendements de MM. Coulonvaux et Boulanger sont retirés, p. 344.
L'article 27 est adopté, p. 344.

Article 28.

Amendement de M. Coulonvaux tendant à supprimer cet article.
Intervention de MM. Coulonvaux, Lohest, rapporteur, et Boulanger, pp. 344 et 345.
L'amendement n'est pas adopté, p. 344.

Article 29.

Amendement de M. Coulonvaux.
Intervention de M. Coulonvaux, p. 345.
L'amendement est adopté, p. 345.
L'article 29, amendé, est adopté, p. 345.

Article 30.

Intervention de MM. Kluyskens et Lohest, rapporteur, pp. 345 et 346.
Le vote sur cet article est réservé, p. 346.

Articles 31, 32 et 33.

Adoptés, p. 346.

Reprise de la discussion des articles (8 février 1950)

Dispositions transitoires.

Article 34.

Amendement de M. Boulanger.
Intervention de MM. Boulanger, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Rolin, p. 372.
L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté, p. 373.

Amendement de M. Clijnmans tendant à ajouter un sixième alinéa.
Intervention de MM. Clijnmans et Lohest, rapporteur, p. 373.
L'amendement de M. Clijnmans n'est pas adopté, p. 373.
L'article 34 est adopté tel qu'il a été présenté par la commission, p. 373.

Article 35.

Adopté, p. 374.

Article 36.

Amendement du gouvernement.
Intervention de M. Duvieusart, m. a. é. cl. m., Mme Ciselet, MM. Rolin, et Lohest, rapporteur, p. 374 et 375.
L'amendement du gouvernement est adopté, p. 375.

Amendement de M. Rolin.
Intervention de MM. Boulanger et Rolin, p. 376.
L'amendement de M. Rolin est adopté, p. 376.
L'article 36, amendé, est adopté, p 376.

Droit civil (*suite*)

Article 22 (réservé).

Amendement de MM. Coulonvaux, Hoste et Huart.
Intervention de MM. Coulonvaux, Rolin, Lohest, rapporteur, et Boulanger, p. 376.
L'amendement est adopté.
L'ensemble de l'article 22, amendé, est adopté, p. 376.

Article 26 (réservé).

L'amendement de M. George est retiré, p. 377.
L'article 26 est adopté, p. 377.

Article 30 (réservé).

Intervention de MM. Lohest, rapporteur, Duvieusart, m. a. é. cl. m., Lagae, et Coulonvaux, pp. 377 à 381.

Amendement du gouvernement.
Intervention de MM. Lohest, rapporteur, Kluyskens, Rolin, Duvieusart, m. a. é. cl. m., et Ancot, pp. 381 à 384.
L'amendement du gouvernement est adopté, p. 384.
L'ensemble de l'article 30, amendé, est adopté, p. 384.

TUTELLE.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en matière d'administration du tuteur.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

SÉPARATION DE CORPS. — PATERNITÉ ET FILIATION.

Proposition de loi modifiant et complétant le chapitre V du titre VI du livre Ier du Code civil sur la « séparation de corps » et modifiant le chapitre Ier du titre VII du livre Ier Code civil sur la « paternité et la filiation ».
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Droit commercial.

CHÈQUES.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.
Doc. — N° 38. Rapport de M. Ronse.

SOCIÉTÉS.

Sociétés belges exploitant en Russie.
Projet de loi prorogeant à nouveau l'existence légale des sociétés belges exploitant en Russie.
Doc. — N° 23. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 49. Rapport de M. Rolin.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 24 (6 décembre 1949).
Pas de discussion générale.
L'article unique est adopté sans observations, p. 69.
L'ensemble du projet est adopté par 103 voix contre 3, p. 80 (14 décembre 1949).
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

SOCIÉTÉS ANONYMES.

Proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.
Doc. — N° 25. Proposition de M. Struye.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Struye, p. 16 (6 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Titres.
Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 7 juin 1949 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et portant certaines dispositions en relation avec l'échange des titres prévu par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.
Doc. — N° 59. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 81 (14 décembre 1949).

Droit commercial. — V. aussi Affaires étrangères.

Droit constitutionnel.

IMPOSSIBILITÉ DE RÉGNER.

Proposition de loi portant abrogation de la loi du 19 juillet 1945 tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution.
Doc. — N° 15. Proposition du baron de Dorlodot.
N° 109. Rapport de M. Ancot.

Droit constitutionnel (*suite*)

Discussion sur la prise en considération (6 décembre 1949).

Ann. — Discours de MM. le baron de Dorlodot (qui justifie la prise en considération de sa proposition); Rolin (qui propose d'ajourner la prise en considération de la proposition jusqu'au moment où la Chambre se sera prononcée sur le projet concernant la consultation populaire); Coulonvaux (qui estime que l'ajournement s'impose); Struye (qui estime que rien ne s'oppose à la prise en considération), et le baron de Dorlodot (qui s'oppose à l'ajournement), pp. 18 et 19.

La motion d'ajournement n'est pas adoptée.

La proposition est prise en considération, p. 19 (6 décembre 1949).

Ajournement (8 février 1950).

Discours de MM. Ancot, rapporteur (qui déclare que l'examen de la question ne présente aucune opportunité), et le baron de Dorlodot (qui déclare qu'il n'y a pas de contradiction entre la consultation populaire et l'abrogation de la loi de 1945), p. 368.

Les conclusions du rapport sont adoptées et la proposition de loi est ajournée, p. 369.

IMPOSSIBILITÉ DE RÉGNER.

Projet de résolution tendant à l'exécution de l'article unique de la loi du 19 juillet 1945.

Doc. — N° 102. Projet de résolution du baron de Dorlodot.

Ann. — Le baron de Dorlodot dépose le projet de résolution, p. 165 (11 janvier 1950).

M. Doutrepont fait remarquer que la proposition n'est pas régulière, p. 165.

Le baron de Dorlodot déclare qu'il ne s'agit pas de modifier une loi mais bien de l'appliquer, p. 165.

Prise en considération (24 janvier 1950).

Discours de MM. le baron de Dorlodot (qui justifie la prise en considération et demande d'examiner d'urgence la proposition); Coulonvaux (qui donne la raison pour laquelle son groupe s'oppose à la prise en considération); Struye (qui estime qu'il y aurait contradiction entre le vote de la proposition de consultation populaire et la loi prescrivant la réunion des deux Chambres pour statuer sur l'application de la loi de 1945); Rolin (qui invite le gouvernement à faire une déclaration au sujet de la motion du baron de Dorlodot); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui fait remarquer que la motion du baron de Dorlodot a été adressée au Sénat et que le Sénat doit lui réserver un sort); Glineur (qui déclare que son groupe est hostile à la prise en considération); baron de Dorlodot (qui déclare que sa proposition n'a rien de commun avec la consultation populaire); Rolin (qui demande au premier ministre s'il juge utile ou non que la question soit inscrite à l'ordre du jour), et Eyskens, p. m., (qui déclare que la proposition est inopportune), p. 236 à 239.

La prise en considération n'est pas adoptée, p. 239.

Proposition de résolution tendant à la convocation immédiate des Chambres réunies, aux fins de prendre une délibération constatant que l'impossibilité de régner a pris fin.

Doc. — N° 216. Proposition de résolution de M. Struye.

Droit d'évocation. — V. Instruction criminelle.

Droit pénal.

CODE PÉNAL.

Projet de loi modifiant l'article 9 du Code pénal.

Doc. — N° 217. Rapport de M. Coulonvaux.

DÉPENS.

Projet de loi relatif aux dépens et avances de frais en matière pénale.

Doc. — N° 193. Projet amendé par la Chambre des représentants. N° 212. Rapport de M. Kluyskens.

Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. Renvoi en commission, p. 536 (7 mars 1950).

Droit public.

CONSEIL D'ETAT.

Traitements.

Projet de loi portant fixation, en unités monétaires, des traitements, indemnités et majorations d'ancienneté du personnel du Conseil d'Etat.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

INCOMPATIBILITÉS.

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Doc. — N° 8. Proposition du comte de la Barre d'Erquelinnes. N° 89. Rapport de M. Derbaix.

Droit public (*suite*)

N° 94. Amendements de M. Schot au texte des commissions réunies de la justice et de l'intérieur.
N° 120. Rapports complémentaires de M. Derbaix.
N° 142. Amendements du gouvernement au texte des commissions réunies de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique.
N° 168. Second rapport complémentaire de M. Derbaix.
N° 174. Amendement de M. Van Remoortel.
N° 175. Amendements de M. Baur.
N° 176. Texte adopté au premier vote.
N° 181. Troisième rapport complémentaire de M. Derbaix.

Ann. — Dépôt de la proposition par le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 8 (8 novembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 137 (22 décembre 1949).

Ajournement, p. 136 (22 décembre 1949).

La proposition est renvoyée aux commissions réunies de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique, p. 154 (10 janvier 1949).

Dépôt du rapport complémentaire par M. Derbaix, p. 256 (25 janvier 1950).

Ajournement (31 janvier 1950).

Le président fait part de l'intention du gouvernement de déposer un cahier d'amendements, p. 292.

Observations de MM. le comte de la Barre d'Erquelinnes, Vermeylen, Coulonvaux, Duvieusart, m. a. é. cl. m., Doutrepont, Struye, Hoste, De Vleeschauwer, m. i., Derbaix, Baur, le baron Orban de Xivry, et Harmegnies, pp. 292 à 294.

La discussion est ajournée, p. 294.

Discussion générale (14 février 1950).

Discours de MM. Derbaix, rapporteur (qui expose la portée de la proposition et des amendements qui ont été présentés); De Vleeschauwer, m. i. (qui attire l'attention sur les inconvénients que présente la proposition); le comte de la Barre d'Erquelinnes (qui explique dans quel esprit il a déposé la proposition); Baur (qui souligne le danger qu'une plus large extension de la proposition constitue pour notre enseignement supérieur); Hanquet (qui estime qu'il ne faut pas étendre la suppression des incompatibilités et invite le Sénat à repousser la proposition); Godin (qui se rallie aux observations formulées par M. Hanquet en ce qui concerne le rejet de la proposition); Ancot (concernant l'indépendance du parlementaire); Coulonvaux (qui estime qu'il faut interdire les cumuls et que la séparation entre l'exécutif et le législatif doit être respectée); Schot (qui défend la proposition); Libois (qui déclare être d'accord sur la proposition à l'exception de la première partie de l'article 3), et Rolin (qui donne le motif pour lequel il votera le texte tel qu'il est revenu de la commission), pp. 406 à 421.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 février 1950).

Article 1er.

Amendement de M. Baur.

Intervention de MM. Baur, De Vleeschauwer, m. i., Derbaix, rapporteur, et Rolin, pp. 421 et 422.

M. Derbaix propose de modifier l'amendement de M. Baur. — Cette modification est adoptée. p. 422.

L'article 1er amendé est adopté, p. 422.

Article 2.

Adopté, p. 422.

Article 3.

Amendement de M. Van Remoortel.

Intervention de MM. Van Remoortel; De Vleeschauwer, m. i.; Ancot; Van Buggenhout, et Struye (concernant les pensions), pp. 422 à 424.

L'amendement de M. Van Remoortel est adopté, p. 424.

L'article 3 amendé est adopté, p. 424.

L'amendement de M. Baur tendant à introduire un article 5 n'est pas adopté, p. 424.

Article 4.

Intervention de MM. Struye (qui demande de ne pas établir une rétroacticité); De Vleeschauwer, m. i.; Van Buggenhout, Rolin (qui estiment qu'il faudrait supprimer cet article) et Coulonvaux (qui déclare que le principe de la rétroactivité n'est pas acceptable), p. 425.

Observation de M. Mazereel, p. 425.

L'article 4 n'est pas adopté, p. 426.

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés. (1er mars 1950).

Discours de MM. Derbaix (qui expose la portée des votes émis par les commissions réunies); De Vleeschauwer, m. i. (qui met le Sénat en garde contre le danger d'une extension à

Droit public (*suite*)

la règle d'incompatibilités), Van Buggenhout, Van Remoortel; Rolin, et De Vleeschauwer (au sujet du droit à la pension), pp. 524 à 526.
La discussion est close.
Les articles sont adoptés sans observations, p. 527.
MM. Ronse, Baur et le baron de Dorlodot motivent leur vote négatif. — Mlle Baers motive son abstention, p. 542 (7 mars 1950).
L'ensemble du projet est adopté par 80 voix contre 62 et 4 abstentions, p. 542 (7 mars 1950). — Se sont abstenus : Mme Lambotte, Mlle Baers et MM. Bertrang et Glineur.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Droit syndical. — V. Affaires étrangères.

Droits d'entrée. — V. Impôts, douanes et accises.

Droits de la défense. — V. Instruction criminelle : Droit d'évocation.

Droits de succession. — V. Impôts : Impôts indirects.

Droits et devoirs des époux. — V. Droit civil.

E

Economie. — V. Commerce et industrie : organisation de l'économie.

Emprisonnement. — V. Interpellations : Baron de Dorlodot.

Energie atomique. — V. Interpellations : Libois.

Enfance.

CINÉMAS.

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacles cinématographiques aux mineurs âgés de moins de seize ans.
Doc. — N° 60. Proposition de la baronne della Faille d'Huysse.
Ann. — Dépôt de la proposition par la baronne della Faille d'Huysse, p. 81 (14 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

PUBLICATIONS.

Proposition de loi visant les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Enquêtes.

CONSEILS CONSULTATIFS.

Proposition de loi portant création de conseils consultatifs régionaux.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Enseignement.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen.
Doc. — N° 86. Proposition de M. Harmegnies
N° 189. Rapport de M. Mazereel.
N° 198. Amendement de M. Baur.
N° 202. Amendement de M Baur et consorts.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Harmegnies, p. 121 (21 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).
Dépôt du rapport par M. Mazereel, p. 524 (1er mars 1950).

Motion d'ajournement (8 mars 1950).

Observations de MM. Jespers, Mazereel et Harmegnies, p. 567.
Le projet est ajourné, p. 567.

Discussion et vote de l'article unique (9 mars 1950).

Discours de MM. Baur (qui justifie son amendement et propose de renvoyer la proposition en commission), p. 575.
Observations de MM. Mundeleer, m. i. p., Mazereel, Libois, Rolland, Jespers et Harmegnies, pp. 575 à 577.
Il est décidé de procéder à la discussion de la proposition, p. 577.
Discours de MM. Mazereel, rapporteur (qui demande de ne pas accorder de priorité aux licenciés pour les places de surveillants); Vandermeulen (qui estime qu'en adoptant l'amendement de M. Baur on risquerait de voir disparaître le cadre des surveillants de carrière); Mundeleer, m. i. p., (qui propose une petite modification à l'amendement de M. Baur); Libois (qui demande le laisser au ministre une certaine liberté d'action et

Enseignement (*suite*)

d'augmenter les subsides-traitements des instituteurs); Baur qui donne les motifs pour lesquels il ne peut renoncer à son amendement); Mazereel, rapporteur (qui demande de voter la proposition Harmegnies); Hoste (qui déclare que les nominations politiques devraient cesser dans tous les départements), et Harmegnies (qui déclare qu'il n'y a pas lieu de donner une priorité aux licenciés pour les emplois de surveillant) pp. 577 à 580.
La discussion générale est close.
L'amendement de M. Baur est adopté par 67 voix contre 62, p. 581.
L'article unique amendé est adopté, p. 581.
M. Mazereel justifie l'abstention du groupe socialiste, p. 589.
M. Libois justifie le vote négatif de son groupe, p. 589.
L'ensemble de la proposition est adopté par 51 voix contre 5 et 40 abstentions, p. 589 (9 mars 1950).
Se sont abstenus : MM. Roelandts, Rolland, Rolin, Schalckens, Mme Spaak, M. Spreutel, Mme Vandervelde, MM. Van Laerhoven, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Warnant, Wostijn, Binot, Bossaert, Bouilly, Mme Ciselet, MM. Coulonvaux, Craeybeckx, De Block, De Bruyne (V.), Delor, De Nauw, De Stobbeleir, D'Hondt, Doutrepont, Duray (E.), Grootjans, Harmegnies, Hoste, Houget, Machtens, Marien, Martens, Mazereel, Motz, Moureaux.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Nominations.

Proposition de loi concernant la nomination des instituteurs et institutrices des écoles publiques.
Doc. — N° 82. Proposition de M. Bouilly.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Bouilly, p. 92 (20 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Dentistes.

Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1er juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste et instaurant un régime transitoire pour la pratique de la prothèse bucco-dentaire amovible.
Doc. — N° 218. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Traitements.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 février 1948, concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat.
Doc. — N° 48. Proposition de M. Crommen.
N° 159. Rapport de M. Catteau.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Crommen, p. 54 (13 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 126 (22 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. Catteau, p. 369 (8 février 1950).

Discussion générale (22 février 1950).

Discours de MM. Mazereel (qui demande que la question des appariteurs et des garçons de laboratoires soit réglée); Doutrepont (qui déclare qu'il serait plus simple que le gouvernement élaborât un projet réglant la situation de tous les fonctionnaires), et Mundeleer, m. i. p. (qui déclare que le gouvernement est d'accord sur cette proposition de loi), pp. 490 à 491.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 février 1950).

Texte présenté par la commission.

Articles 1er et 2.

Adoptés, p. 491.
L'ensemble de la proposition est adoptée par 128 voix et 3 abstentions, p. 504 (23 février 1950).
Se sont abstenus : MM. Baur, De Bruyne, E., et Libois.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

FONDS NATIONAL D'ALLOCATIONS D'ÉTUDES.

Proposition de loi instituant un Fonds national d'allocations d'études.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Epuration civique.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique.
Nouveau titre .
Projet de loi modifiant la procédure en matière d'épuration civique.
Doc. — N° 101. Rapport de M. Ancot.
N° 151. Amendement de M. Ronse au texte de la commission.
N° 156. Amendements de M. Custers.
N° 157. Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement de M. Ronse.

Epuration civique (*suite*)

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ancot, p. 165 (11 janvier 1950).
Discussion générale (8 février 1950).
Discours de M. Ancot, rapporteur (qui invite le Sénat à voter le projet à l'unanimité), p. 367.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (8 février 1950).
(Texte de la commission.)

Discours de MM. Custers et Ancot (qui proposent de renvoyer en commission la question relative à la procédure). — MM. Rolin, Lilar et Struye se rallient à cette proposition, pp. 370 et 372.
Le projet est renvoyé en commission, p. 372.

APPEL.

Proposition de loi créant une commission d'appel pour les personnes frappées de sanctions administratives à cause de leur comportement durant la guerre.

Doc. — N° 26. Proposition de M. de la Vallée Poussin.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. de la Vallée Poussin, p. 24 (6 décembre 1949).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

Etat civil. — V. Droit civil.

Etrangers.

Projet de loi sur la police des étrangers.

Doc. — N° 21. Exposé des motifs et projet de loi.
Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 24 (6 décembre 1949).

Evacués. — V. Guerre.

Expropriations. — V. Procédure civile.

F

Finances.

BILLETS DE BANQUE.

Proposition de loi relative aux faux billets de banque.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).
Renvoi à la commission des finances, p. 364 (8 février 1950).

Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).
Renvoi à la commission des finances, p. 364 (8 février 1950).

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1950.

Doc. — N° 73. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 74. Rapport de M. P. De Smet.
Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 108 (21 décembre 1949).

Discussion générale (22 décembre 1949).

Discours de MM. P. De Smet, rapporteur (qui invite le Sénat à voter le projet afin de ne pas entraver la marche normale des services publics de l'Etat); Clynmans (concernant les présomptions en matière d'impôts et l'impôt forfaitaire); Doutrepont (qui proteste contre le dépôt tardif des budgets et des crédits supplémentaires et qui donne les raisons pour lesquelles il votera contre le projet); Noël (qui proteste contre le système des douzièmes provisoires et contre les dépenses relatives à la construction d'habitations pour les forces aériennes et pour l'armée de terre), et Liebaert, m. f. (qui promet que dans l'avenir les budgets seront déposés en temps opportun et que les lois sur les impôts extraordinaires et les impôts ordinaires seront appliquées d'une façon équitable; parle de l'impôt forfaitaire pour les professions libérales et déclare que les missions économiques seront liquidées dans le plus bref délai), pp. 131 à 134.
La discussion générale est close.
Les articles sont adoptés sans observations, pp. 135 et 136.
L'ensemble du projet est adopté par 88 contre 47 voix et 1 abstention, p. 138 (22 décembre 1949).
S'est abstenu : le baron de Dorlodot, p. 138.
Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 88. Projet réamendé par la Chambre des représentants.
Ann. — Projet réamendé transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 126 (22 décembre 1949).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1950 *et reportant au* 30 *juin* 1950 *la clôture des opérations de recettes et de dépenses relatives à l'exercice* 1949.

Finances (*suite*)

Doc. — N° 199. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 200. Rapport de M. De Smet (P.).
Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

Discussion générale (9 mars 1950).

Discours de MM. Doutrepont (qui fait remarquer que le recours aux avances du Trésor est inconstitutionnel); Harmegnies (concernant la portée de l'article 2), et Liebaert, m. f. (qui justifie le retard dans le dépôt des budgets), p. 573.
La discussion générale est close.
Les articles sont adoptés sans observations, pp. 574 et 575.
L'ensemble du projet est adopté par 70 voix contre 30, p. 588 (9 mars 1950).
Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

FINANCEMENT DES MISSIONS A L'ÉTRANGER.

Rapport établi au 30 juin 1949, concernant les opérations effectuées au moyen de fonds prélevés sur le Trésor pour le financement des achats effectués à l'étranger par la mission économique belge.

Ann. — Transmis par le ministre des finances, p. 88 (20 décembre 1949).

Rapport établi au 30 septembre 1949, concernant les opérations effectuées au moyens des fonds prélevés sur le Trésor pour le financement des achats de la mission économique belge à l'étranger.

Ann. — Transmis par le ministre des finances, p. 88 (20 décembre 1949).

Rapport établi au 31 décembre 1949 concernant les opérations effectuées au moyen de fonds prélevés sur le Trésor pour le financement des achats effectués à l'étranger par la mission économique belge.

Ann. — Transmis par le ministre des finances, p. 523 1er mars 1950).

FONDS D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE.
Compte des opérations du Fonds pour l'exercice 1947.
Ann. — Transmis par la Cour des comptes, p. 348 (7 février 1950).

Fonds de commerce. — V. Droit civil.

Fonds des communes. — V. Communes.
V. aussi Impôts. Fiscalité provinciale et communale.

Fonds des provinces. — V. Impôts. Fiscalité provinciale et communale.

Fonds national d'allocations d'études. — V. Enseignement.

Fonds national du logement. — V. Habitations.

Fournitures à l'ennemi. — V. Impôts : Bénéfices exceptionnels.

Frais de justice. — V. Organisation judiciaire.

Frontaliers. — V. Motions d'ordre : Bouilly.

G

Gens de mer. — V. Affaires étrangères : Marine.

Greffiers (traitements). — V. Organisation judiciaire : Traitements.

Guerre.

AGENTS DE RENSEIGNEMENTS ET D'ACTION.

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 16 *février* 1946, *relatif aux agents de renseignements et d'action.*

Doc. — N° 184. Proposition de M. Allard.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Allard, p. 513 (23 février 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 536 (7 mars 1950).

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi relatif aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.

Doc. — N° 6. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 16. Rapport du baron Orban de Xivry.
N° 17. Amendement de M. Boulanger.
Ann. — Dépôt du projet par M. Rey, m. r., p. 9 (8 novembre 1949)
Le baron Orban de Xivry dépose le rapport et demande l'urgence. — M. Harmegnies proteste contre une telle procédure, p. 20 (6 décembre 1949).
L'urgence est décrétée.
Le baron Orban de Xivry donne lecture de son rapport, p. 20.

Guerre (*suite*)

Discussion générale (6 décembre 1949).

Discours de MM. Rey, m. r. (qui justifie le projet); Bouilly (qui déclare que son groupe votera le projet), et Boulanger (qui attire l'attention sur le fait qu'il faudrait faire une discrimination entre les usines qui sont indispensables à l'intérêt du pays et celles qui le sont moins, et qui défend son amendement), pp. 20 à 22.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 décembre 1949).

Article 1er.

Amendement de M. Boulanger.

M. Rey, m. r., déclare ne pouvoir accepter l'amendement de M. Boulanger, p. 23.

L'amendement de M. Boulanger n'est pas adopté.

L'article 1er est adopté, p. 23.

Les autres articles sont adoptés sans observation, p. 23.

Le projet est adopté à l'unanimité des 154 membres présents, p. 23 (6 décembre 1949).

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

M. Rey, m. r., déclare que des mesures seront prises pour que la Chambre puisse approuver le projet sans délai, p. 24.

EVACUÉS.

Proposition de loi modifiant la loi du 31 juillet 1948 complétant l'arrêté-loi du 15 décembre 1945 relatif à l'aide aux évacués.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (5 décembre 1949).

H

Habitations.

Proposition de loi tendant à favoriser l'accès à la propriété par les personnes de condition modeste exclues du bénéfice de la loi sur les habitations à bon marché.

Doc. — N° 30. Proposition de M. Descampe.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 89 (20 décembre 1949).

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

CLASSES MOYENNES.

Proposition de loi tendant à favoriser la construction d'habitations moyennes.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

FONDS NATIONAL DU LOGEMENT.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant un fonds national du logement.

Doc. — N° 160. Proposition de M. Ronse.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 367 (8 février 1950).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 523 (1er mars 1950).

SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE.

Ann. — Transmission du bilan de la société et du rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice social 1948, p. 146 (10 janvier 1950).

Honoraires. — V. Organisation judiciaire : Frais de justice.

Huiles minérales. — V. Impôts : Douanes et accises.

I

Immunité parlementaire. — V. Chambres législatives : Sénat : Poursuites.

Impossibilité de régner. — V. Droit constitutionnel . Article 82. — V. aussi : Roi et Famille royale.

Impôts.

BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Doc. — N° 33. Proposition de M. Clijnmans.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Clijnmans, p. 24 (6 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 126 (22 décembre 1949).

Impôts (*suite*)

DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 11. Rapport de M. Mullie.

Discussion générale (7 décembre 1949).

Ann. — Discours de M. Bouilly (qui déclare préférer que l'agriculture soit défendue par d'autres moyens que par des moyens artificiels), p. 47.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 47.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 118 voix contre 4, p. 62 (13 décembre 1949).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 99. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 50 (13 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 165 (11 janvier 1950).

Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observations, p. 527 (1er mars 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 142 voix contre 6, p. 541 (7 mars 1950).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 100. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 50 (13 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 165 (11 janvier 1950).

Pas de discussion générale.

L'article unique est adopté sans observations, p. 527 (1er mars 1950).

L'ensemble du projet est adopté par 142 voix contre 6, p. 541 (7 mars 1950).

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Huiles minérales.

Projet de loi concernant le régime fiscal des huiles minérales.

Doc. — N° 97. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 165 (11 janvier 1950).

M. Mullie demande de discuter le projet d'urgence, p. 165.

Discussion générale et vote des articles (12 janvier 1950).

Discours de M. Noël (qui fait remarquer que le projet ne se situe nullement dans le cadre de Benelux), p. 176.

La discussion générale est close.

Les articles sont adoptés sans observations, p. 176.

L'ensemble du projet est adopté par 135 voix et 6 abstentions, p. 182 (12 janvier 1950).

Se sont abstenus : MM. Glineur, Levecq, Libois, Noël, Taillard et Boulanger.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Projet de loi modifiant les dispositions légales relatives au régime fiscal des huiles minérales, coordonnées le 27 décembre 1947.

Doc. — N° 87. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 98. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 126 (22 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 165 (11 janvier 1950).

M. Mullie demande de discuter ce projet d'urgence.

Pas de discussion générale.

Les articles sont adoptés sans observations, pp. 176 et 177.

L'ensemble du projet est adopté par 135 voix et 6 abstentions, p. 182 (12 janvier 1950).

Se sont abstenus : MM. Glineur, Levecq, Libois, Noël, Taillard et Boulanger.

Le projet est soumis à la sanction du Prince-Régent.

Tabac.

Proposition de loi tendant au remboursement par l'Etat des amendes indûment perçues par le fisc sur les planteurs de tabac au cours des dernières années.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.

Transmission par le ministre de l'intérieur :

1° Des modifications qui ont été apportées aux quotités ou aux règles de répartition des diverses tranches du Fonds des communes et du Fonds des provinces;

2° Des rapports présentés respectivement par le conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes et par le conseil d'administration du Fonds des provinces.

Dépôt au greffe, p. 572 (9 mars 1950).

Impôts (*suite*)

IMPÔTS DIRECTS.

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées.

(Ce projet a été disjoint du projet de loi apportant pour l'exercice 1950 des modifications du montant de certains impôts sur les revenus et de la contribution nationale de crise.)

Doc. — N° 12. Rapport de M. Ronse.

Discussion générale (6 décembre 1949).

Ann. — Discours de MM. Ronse, rapp. (qui justifie le projet); Schot (qui fait remarquer que l'hypothèque légale et le privilège fiscal sont des obstacles au crédit et au commerce); Van Laeys (concernant le délai d'inscription hypothécaire); Moureaux (qui déclare que son groupe votera la prorogation de l'hypothèque occulte); Liebaert, m. f. (qui fait remarquer qu'un projet complet de réforme fiscale est à l'étude) et Doutrepont (qui donne les motifs pour lesquels son groupe votera le projet), pp. 24 à 27.

La discussion générale est close.

L'article unique est adopté sans observations, p. 27.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 123 et 7 abstentions, p. 62 (13 décembre 1949).

Se sont abstenus : MM. Schot, Tobback, Van den Storme, Van Houtte, Van Laeys, Ancot et le baron de Dorlodot.

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi apportant, pour l'exercice 1950, des modifications du montant de certains impôts sur les revenus et de la contribution nationale de crise.

(Ce projet a été disjoint du projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 relative aux droits et privilèges du Trésor en matière d'impôts directs et taxes y assimilées.)

Doc. — N° 14. Rapport de M. Ronse.

N° 18. Amendement de M. Harmegnies.

N° 19. Amendements de M. Taillard.

N° 24. Sous-amendement de M. Ancot et consorts à l'amendement présenté par la commission à l'article 5*bis*.

Discussion générale (7 décembre 1949).

Ann. — Discours de MM. Doutrepont (sur la façon insolite de procéder du gouvernement en matière de retenues sur les revenus; concernant les avances du Trésor et concernant l'adaptation des impôts nécessités par la réalisation de Benelux); Harmegnies (qui déclare que le projet est surtout spectaculaire, qui signale la situation catastrophique et qui justifie son amendement relatif aux revenus des conjoints); Van Houtte (concernant les revenus exonérés pour charge d'enfants); Allewaert (concernant la lenteur dans la perception des impôts extraordinaires et concernant les retenues à la source); Taillard (qui déclare que le projet est peu favorable aux petites gens et qui défend les amendements proposés par son groupe); Moureaux (qui souligne les avantages du projet et qui demande au ministre de revoir la question du cumul des revenus des époux); Ronse, rapp. (qui attire l'attention sur le caractère temporaire du projet); Coulonvaux (concernant la rigueur des exécutions fiscales, le rappel d'impôts réglés et la taxation des professions libérales); Moulin (qui demande de ne plus taxer les allocations et indemnités sociales); Liebaert, m. f. (concernant l'opportunité et l'incidence des dégrèvements; déclare ne pouvoir se rallier aux amendements proposés); Schot (qui espère que le projet définitif tiendra mieux compte de la coordination des impôts, de la politique familiale et de l'esprit fiscal conforme à la démocratie), et Harmegnies (qui défend son amendement), pp. 30 à 44.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 décembre 1949).

Article 1er.

Le vote sur cet article et sur les amendements s'y rapportant est réservé, p. 44.

Articles 2 et 3.

Adoptés sans observations, p. 45.

Article 4.

Le vote sur l'article et sur l'amendement s'y rapportant est réservé, p. 45.

Le vote sur l'amendement de M. Taillard tendant à insérer un article 4*bis* et un article 4*ter* est réservé, p. 45.

Article 5.

Adopté sans observations, p. 45.

Article 5*bis*.

La discussion de l'amendement de M. Ancot et consorts tendant à ajouter un article 5*bis* est réservé, p. 46.

Article 6.

Adopté sans observations, p. 46.

Impôts (*suite*)

Article 7.

Le vote sur l'amendement de M. Harmegnies tendant à ajouter un article 7 est réservé, p. 46.

Vote sur les amendements et articles réservés et vote sur l'ensemble (13 décembre 1949).

Article 1er.

Le sous-amendement de M. Taillard n'est pas adopté, p. 57.

L'article 1er est adopté avec l'amendement de la commission, p. 57.

Article 4.

L'amendement de M. Taillard n'est pas adopté, p. 57.

L'article 4 est adopté, p. 57.

Articles 4*bis* et 4*ter*.

Les amendements de M. Taillard et consorts tendant à l'insertion d'un article 4*bis* et d'un article 4*ter* ne sont pas adoptés, p. 58.

Article 5*bis*.

(Amendement de la commission tendant à l'insertion d'un article 5*bis* et sous-amendement de M. Ancot.)

Intervention de MM. Ancot (qui justifie son amendement); Harmegnies (qui combat l'amendement de M. Ancot et déclare qu'il faut chercher la solution dans la revision cadastrale et qui défend son amendement relatif au cumul des conjoints); Liebaert, m. f. (qui déclare que le sous-amendement de M. Ancot sera inutile dans la majeure partie des cas), pp. 58 à 60.

Le sous-amendement n'est pas adopté, p. 60.

L'article 5*bis* est adopté, p. 60.

Article 7.

L'amendement de M. Harmegnies, tendant à ajouter un article 7 et relatif aux revenus des époux, est rejeté par 67 voix. contre 52 et 21 abstentions, p. 60.

Se sont abstenus : MM. Derbaix, Duray (E.), George, Gérard, Grootjans, Lagae, Massonnet, Moureaux, Muyldermans, Schalkens, Servais, Struye, Warnant, Ancot, Binot, Bossaert, Catteau, Mme Ciselet, vicomte Cossée de Maulde, Coulonvaux et Gillon.

M. Rolin motive le vote de son groupe.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 132 voix contre 123 et 9 abstentions, p. 61 (13 décembre 1949).

Se sont abstenus : MM. Doutrepont, Libois, Matagne, Mazereel, Noël, Taillard, Yernaux, Boulanger et De Bruyne (V.).

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant pour l'exercice 1949 le deuxième alinéa de l'article 13 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Doc. — N° 205. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

Tracteurs agricoles.

Projet de loi tendant à modifier la législation en matière de taxes assimilées aux impôts directs en ce qui concerne les tracteurs agricoles.

Doc. — N° 185. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 522 (1er mars 1950).

IMPOTS INDIRECTS.

Droits de succession.

Proposition de loi exonérant des droits de succession, les successions des citoyens morts pour la patrie.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Proposition de loi complétant l'article 50 du Code des droits de succession.

Doc. — N° 81. Proposition de M. Van Houtte.

N° 190. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Houtte, p. 121 (21 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

Discussion générale (8 mars 1950).

Discours de M. Van Houtte (qui attire l'attention du Sénat sur la signification de la proposition), p. 566.

La discussion générale est close. L'article unique est adopté, p. 567.

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 115 membres présents, p. 568 (8 mars 1950).

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Impôts (*suite*)

IMPOTS INDIRECTS.

VÉHICULES A MOTEUR.

Projet de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Doc. — N° 186. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 522 (1er mars 1950).

Impôt sur le capital. — V. Affaires étrangères.

Incapacité de disposer. — V. Droit civil : Casier civil.

Incompatibilités. — V. Droit public.

Indemnités (magistrats suppléants). — V. Organisation judiciaire.

Indigents de l'assistance publique. — V. : Interpellations : Glineur.

Industrie céramique. — V. Interpellations : Bouilly.

I. N. R.

Ann. — Dépôt des comptes de l'Institut arrêtés au 31 décembre 1948, p. 146 (10 janvier 1950).

Proposition de loi portant nouveau statut de la Radiodiffusion nationale belge.

Doc. — N° 90. Proposition de M. Rongvaux.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Rongvaux, p. 136 (22 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

CONSEIL DE GESTION.

Ann. — M. le président annonce la démission de MM. Brasseur et Dupriez comme membres du conseil de gestion de l'I. N. R., p. 15 (6 décembre 1949).

Institut national de l'industrie charbonnière. — V. Commerce et industrie : Charbonnages.

Instruction criminelle.

DÉLAI DE CITATION.

Proposition de loi modifiant les articles 146 et 184 du Code d'instruction criminelle.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

DROIT D'ÉVOCATION.

Proposition de loi modifiant l'article 215 du Code d'instruction criminelle.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Interdictions. — V. Droit public : Incompatibilités.

Interpellations.

ANCOT.

V. Interpellations : Van den Storme.

BEULERS.

Interpellation à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la situation sociale dans laquelle se trouvent certains ouvriers mineurs pensionnés ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 444 (15 février 1950).

La discussion de l'interpellation est fixée au 7 mars 1950, p. 531 (1er mars 1950).

BOUILLY.

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur la situation de l'industrie de la céramique en général, et plus particulièrement en ce qui concerne le Hainaut et le Borinage ».

Ann. — L'interpellation, qui était inscrite à l'ordre du jour du 10 janvier 1950, est remise à huitaine, p. 151.

Discussion (18 janvier 1950).

Discours de MM. Bouilly (qui développe son interpellation et parle des accords Benelux); Noël (concernant l'octroi de subventions et la politique de notre commerce extérieur); Van Belle (qui signale les dangers que court l'industrie céramique dans la Wallonie entière); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui examine la situation des différentes branches de l'industrie céramique et parle de nos exportations et de la politique charbonnière); comte de la Barre d'Erquelinnes (qui demande au ministre de veiller à ce que les cahiers des charges établis par les travaux publics prévoient l'emploi de produits céramiques belges) et Bouilly (concernant nos accords commerciaux), pp. 204 à 211.

L'incident est clos.

Interpellations (*suite*)

BOULANGER.

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur la non-observation, par les grands magasins, de la loi du 12 mai 1948 ».

Discussion (7 février 1950).

Ann. — Discours de MM. Boulanger (qui développe son interpellation); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui déclare n'avoir accordé aucune dérogation à la loi relative à l'ouverture et à l'agrandissement des grands magasins), et Clijnmans (qui estime que le moment est venu d'examiner une loi définitive en ce qui concerne les grands magasins), pp. 361 et 362).

L'incident est clos.

CATTEAU.

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement de la population au 31 décembre 1947 ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 147 (10 janvier 1950).

La discussion de l'interpellation est fixée au 7 mars 1950, p. 531 (1er mars 1950).

Ajournement (7 mars 1950).

M. Duvieusart, m. a. é. cl. m., déclare que l'interpellation est ajournée, p. 544 (7 mars 1950).

DE DORLODOT (baron).

Interpellation à M. le ministre de la justice « sur la manière inhumaine et immorale dont est parfois appliquée la peine d'emprisonnement ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 147 (10 janvier 1950).

DESMEDT (R.).

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et à M. le ministre de l'agriculture « au sujet de la crise qui sévit dans la culture de la chicorée et sur l'octroi, à des firmes belges, de licences d'importation pour cosses de chicorées en provenance de Pologne ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 19 (6 décembre 1949).

Ajournement, p. 62 (13 décembre 1949).

Discussion (14 décembre 1949).

Discours de MM. R. Desmedt (qui développe son interpellation); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui donne les raisons pour lesquelles des licences d'importation ont été accordées et qui attire l'attention sur le fait que certaines de ces licences sont périmées), et Orban, m. a. (concernant les possibilités d'exportation de cossettes de chicorées), pp. 81 à 85.

L'incident est clos.

DOUTREPONT.

Interpellation au gouvernement « au sujet de la procédure insolite et illégale suivie en ce qui concerne l'importation de beurre de Hollande ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 19 (6 décembre 1949).

Discussion (13 décembre 1949).

Discours de M. Doutrepont (qui développe son interpellation et propose un ordre du jour invitant le gouvernement à soumettre au parlement un projet de loi tendant à une taxation appropriée), pp. 50 à 54.

Reprise de la discussion (13 décembre 1949).

Discours de MM. van Zeeland, m. a. ét. c. ex. (qui déclare que les « heffingen » (prélèvements) perçus sur le beurre par la Hollande accroîtront au bénéfice de la Belgique et que le gouvernement a le droit d'établir des taxes de licence); Doutrepont (concernant la taxe de licence et le contrôle des recettes qui doivent revenir à la Belgique); Liebaert, m. f. (qui fait remarquer qu'une solution finale est intervenue entre la Hollande et la Belgique), et Orban, m. a. (qui fait remarquer que l'index agricole a baissé), pp. 63 à 66.

Un ordre du jour de confiance a été déposé par MM. Mullie et Coulonvaux.

Vote sur les ordres du jour proposés (14 décembre 1949).

M. Rolin justifie le vote de son groupe.

L'ordre du jour de confiance est adopté, p. 73.

FLAMME.

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « à propos des difficultés rencontrées actuellement par les industries belges de tissage et de la bonneterie de coton à cause de l'approvisionnement insuffisant de matières premières ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 484 (21 février 1950).

Interpellations (*suite*)

Discussion (1er mars 1950).

Discours de MM. Flamme (qui développe sont interpellation); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui donne les motifs pour lesquels il ne peut restreindre la faculté d'exportation des filatures au profit des tissages, mais déclare envisager la suspension des droits d'entrée sur les filés), pp. 531 à 534.
L'incident est clos.

GABRIEL.

V. Interpellations : Van den Storme.

GLINEUR.

Interpellation à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et à M. le ministre de la santé publique et de la famille « sur la situation tragique des pensionnés de vieillesse, des estropiés et mutilés et des indigents de l'assistance publique, créée en fonction d'une augmentation très sensible du coût de la vie au cours de ces derniers mois ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 239 (24 janvier 1950).

Discussion (1er février 1950).

Discours de MM. Glineur (qui développe son interpellation) et Verbert (concernant : la différence existant entre les assurés libres et les assurés obligatoires, les allocations pour la construction d'habitations pour vieillards, la punition de ceux qui ont travaillé en Allemagne sans y être obligés, et la rééducation des estropiés), pp. 308 à 313.
Un ordre du jour est déposé par MM. Glineur et consorts, p. 313.
Discours de MM. Gabriel (au sujet des pensions pour les professions indépendantes et pour les assurés libres et au sujet de la mise au travail des estropiés); Moulin (qui critique la politique du gouvernement en matière de prix et parle de la situation des travailleurs indépendants, des ouvriers frontaliers et des malheureux qui sont exclus du bénéfice de l'allocation du Fonds des estropiés); Delmotte (qui souligne les nombreux efforts faits par certains ministres pour élaborer notre législation sociale, et demande de régler d'une façon définitive le problème des pensions); Bossaert (qui insiste auprès du gouvernement pour qu'il examine le problème des pensions des veuves et des assurés libres); Behogne, m. tr. p. s. (qui déclare qu'aucun déséquilibre grave ne s'est produit entre les variations du coût de la vie et le taux des pensions et des allocations et examine la situation des travailleurs indépendants, des assurés libres, des estropiés et des personnes secourues par les commission d'assistance publique) et Wijn (qui attire l'attention sur le sort des travailleurs qui, par suite du chômage, ont été obligés d'aller travailler en Allemagne avant 1942), pp. 313 à 322.
Un ordre du jour émanant de MM. Huart et Catteau et un ordre du jour de MM. Verbert et consorts sont déposés, p. 322.
Discours de MM. Glineur (qui propose d'ajourner le débat), et Huart (qui s'oppose à l'ajournement du débat), p. 322.
La proposition d'ajournement n'est pas adoptée, p. 322.
Discours de MM. Hoste (qui déclare que son groupe ne tolèrerait point que le gouvernement portât atteinte à la politique sociale); Jespers (qui déclare que son groupe fait confiance au gouvernement); Glineur (qui déclare qu'en 1950 le sort des pensionnés est moins favorable qu'en 1947 et insiste sur l'octroi immédiat d'une allocation de vie chère à tous les pensionnés), et Segers, m. c. (qui répond aux objections formulées), p. 323 à 326.

Vote sur les ordres du jour (2 février 1950).

Observations de M. Van Remoortel, p. 333.
L'ordre du jour de MM. Huart et Catteau est adopté par 80 voix contre 44, p. 333.

GRIBOMONT.

Interpellation à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les faits, repris dans un ordre du jour du 18 décembre 1949 de la Fédération des Sinistrés des Ardennes, qui lui a été adressé en fin décembre ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 147 (10 janvier 1950).

Discussion (18 janvier 1950).

Discours de MM. Gribomont (qui développe son interpellation relative au scandale des travaux communaux dans le Luxembourg sinistré et demande que des sanctions soient prises à l'égard des fonctionnaires chargés de contrôler les dommages de guerre qui n'ont pas fait leur devoir); le baron Orban de Xivry (qui espère que les fonctionnaires qui ont entamé l'ouvrage d'épuration en ce qui concerne le scandale des travaux communaux pourront parachever leur œuvre); Duvieusart, m. a. éc. cl. m. (qui déclare que l'affaire des travaux communaux va être reprise par le service d'inspection et d'enquête de son département, mais que la suite à donner à certaines contraventions dépend de l'action publique); le baron Nothomb (qui se déclare d'accord pour déférer à la justice tout ce qui concerne la justice); Rolin (concernant la prescription en matière administrative), et le baron Orban de Xivry (qui répond à M. Rolin), pp. 211 à 214.
L'incident est clos.

Interpellations (*suite*)

HARMEGNIES.

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « à propos du danger de fermeture de nouveaux charbonnages au Borinage ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 336 (2 février 1950).

Discussion (7 février 1950).

Discours de MM. Harmegnies (qui développe son interpellation); le comte de la Barre d'Erquelinnes (qui demande de faire procéder à un nouvel examen des réserves du « Charbonnages des Chevalières » afin de contrôler s'il ne remplit pas les conditions pour l'octroi de la subvention extraordinaire); Godin (qui estime que la situation difficile dans laquelle se trouvent les charbonnages est imputable à la politique des gouvernements précédents et demande d'accorder les crédits Marshall aux charbonnages viables); Levecq (qui estime que l'Etat devrait reprendre les charbonnages); Duvieusart, m. a. éc. cl. m. (qui expose les mesures générales qui ont été prises en matière de politique charbonnière et déclare que les ouvriers licenciés seront remployés dans les concessions voisines); Harmegnies (qui déclare que le ministre a méconnu les revendications des Borains), et Coulonvaux (concernant le remploi des ouvriers licenciés), pp. 348 à 357.
Un ordre du jour de confiance, signé par MM. Coulonvaux et Ronse, est déposé, p. 357.
Discours de MM. Van Buggenhout (qui regrette que le rapport du Conseil des charbonnages n'ait pas encore paru et qui demande qu'en cas de fusion des charbonnages on assure aux ouvriers belges du travail dans les charbonnages voisins), et Noël (qui estime qu'il est possible de maintenir tous les charbonnages en activité en les subsidiant avec l'argent puisé dans un fonds constitué par les patrons charbonniers et par les industries dépendant des charbonnages), pp. 358 à 360.
Un ordre du jour, signé par MM. Rolin, P. De Groote et Harmegnies est déposé, p. 360.
L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (8 février 1950).

Observations de MM. Harmegnies, Rolin et Ronse, p. 369.
L'ordre du jour de confiance de MM. Ronse et Coulonvaux est adopté par 93 voix contre 52 et une abstention, p. 370. — S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

LIBOIS.

Interpellation à M. le premier minisire « sur la conférence belgo-anglo-américaine, relative à l'énergie atomique qui va s'ouvrir à Washington et plus généralement sur la politique du gouvernement en matière d'uranium et d'énergie atomique ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 272 (26 janvier 1950).

Ajournement (31 janvier 1950).

M. le président donne lecture d'une lettre par laquelle le ministre des affaires étrangères propose d'ajourner l'interpellation, p. 295.
M. Libois insiste sur l'urgence du problème.
Observations de MM. Duvieusart, m. a. é. cl. m., Van Remoortel, et Vermeylen, pp. 295 et 296.

Ajournement (2 février 1950).

Observations de MM. van Zeeland, m. a. é. c. ex.; Libois, P. De Groote, Edg. De Bruyne, Glineur, Van Remoortel, le comte d'Aspremont Lynden, Rongvaux, et Vermeylen, pp. 333 à 336 (2 février 1950).
L'interpellation est fixée au 7 mars 1950.

Discussion (7 mars 1950).

Discours de MM. Libois (qui développe son interpellation); van Zeeland, m. a. é. c. ex. (qui déclare qu'il fournira les renseignements nécessaires dès que les négociations à Washington seront terminées, et fait remarquer que les gisements d'uranium que nous possédons au Congo serviront à promouvoir la paix dans le monde entier), pp. 537 à 541. — Discours de MM Rolin (concernant l'utilisation de l'uranium par les institutions scientifiques belges); Libois (qui regrette le silence que le gouvernement observe en la matière), et van Zeeland, m. a. é. c. ex. (concernant les arrangements conclus en 1944 et le contrôle international sur l'uranium), pp. 543 et 544.
L'incident est clos.

MOULIN. — YERNAUX.

Interpellation à M. le ministre de la santé publique et de la famille « sur la politique de son département en matière de financement des intercommunales en général, mais plus spécialement les distributions d'eau ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 272 (26 janvier 1950).

Discussion (9 février 1950).

Discours de MM. Moulin (qui développe son interpellation et parle de l'aspect économique du problème des distributions d'eau potable); Yernaux (qui traite des intercommunales en

Interpellations (*suite*)

général et estime que pour lutter contre le chômage, il convient d'envisager la création de distributions d'eau), et Van Glabbeke, m. s. p. et f. (qui souligne les causes auxquelles on doit attribuer la situation des distributions d'eau, précise les grands principes de l'action de son département en matière de distribution d'eau potable, parle de l'aspect technique et financier du problème et déclare ne jamais avoir favorisé la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux), p. 386 à 402.

M. Harmegnies propose d'ajourner le débat. — Observations de MM. Van Glabbeke, m. s. p. et f., le baron de Dorlodot, Jespers, le baron Orban de Xivry, Gabriel, Catteau et Allewaert, p. 402 et 403.

Le débat est ajourné, p. 403.

Reprise de la discussion (16 février 1950).

Discours de MM. Van Glabbeke, m. s. p. et f., (qui donne connaissance de la correspondance qui a été échangée entre le département et la Société nationale des Distributions d'Eau et expose la politique qu'il compte suivre en matière de distributions d'eau); Harmegnies (qui fait remarquer que les projets des communes pour les travaux de distribution d'eau restent bloqués); le baron Orban de Xivry (qui regrette que certaines parties de territoires qui pouvaient être utiles du point de vue de l'eau, n'aient pas été réannexées à la Belgique et attire l'attention sur la situation dans les communes ardennaises); Warnant (qui demande de coordonner tous les efforts et de ne pas gaspiller les sources aquifères), et Moulin (qui déclare ne pas être d'accord avec le ministre), p. 445 à 455.

Un ordre du jour, signé par MM. Moulin et Yernaux, et un autre, signé par MM. Pholien, Ronse, Catteau et Massonnet sont déposés, p. 457.

Discours de M. Marien (qui attire l'attention sur la nécessité d'établir des distributions d'eau potable dans le pays de Waas); Mlle Baers (qui souligne la position qui a été prise par la commission de la santé publique); MM. Yernaux (concernant la distribution d'eau dans le cadre de la lutte contre le chômage); Van Peteghem (qui demande de majorer les crédits prévus pour la distribution d'eau et demande au ministre de s'occuper de la région des Polders); Bouilly (concernant les subsides à accorder par l'Etat); Van Remoortel (qui fait observer que le Conseil d'Etat a le droit de trancher le différend surgi entre la Société nationale des Distributions d'Eau et le ministre); Gabriel (concernant le problème de l'eau potable en Flandre orientale); Mme Vandervelde (concernant le prix de l'eau potable); MM. Derbaix (qui fait remarquer que le parlement serait prêt à majorer les crédits pour les distributions d'eau); Van Glabbeke, m. s. p. et f., (qui répond aux orateurs), et Rongvaux (qui demande au ministre d'autoriser les travaux de distribution d'eau dans la région de Bouillon), p. 457 à 467.

Vote sur les ordres du jour (21 février 1950).

L'ordre du jour pur et simple est adopté par 77 voix contre 45, p. 475.

MOUREAUX.

Interpellation au ministre des finances « sur les taxations d'office signifiées à la veille du 31 décembre 1949 à des Belges ayant sous le couvert de l'anonymat rassemblé des fonds durant l'occupation, à la demande du gouvernement de Londres ».

Ann. — Demande, p. 144 (22 décembre 1949).

Inscription à l'ordre du jour, p. 147 (10 janvier 1950).

Discussion (18 janvier 1950).

Discours de MM. Moureaux (qui développe son interpellation); Liebaert, m. f., (qui fait remarquer que jamais l'immunité fiscale fut promise aux souscripteurs de l'emprunt social et que cet emprunt n'a pas été soumis au blocage de 40 ou 60 p. c., et déclare que seuls « les gens pouvant être considérés comme collaborateurs économiques » seront inquiétés), et Moureaux (qui déclare de ne pas maintenir la présomption de la loi de 1945), p. 214 à 218.

L'incident est clos.

VAN DEN STORME. — GABRIEL. — ANCOT.

Interpellation « au sujet de l'insupportable infection des eaux du bassin de la Lys et de l'Escaut et sur les mesures pratiques que compte prendre le gouvernement après plus d'un siècle que le problème est posé ».

Ann. — Inscription à l'ordre du jour, p. 89 (20 décembre 1949).

Discussion (10 janvier 1950).

Discours de MM. Van den Storme (qui développe son interpellation); Vergeylen (concernant la pollution par les eaux résiduaires de l'industrie linière et par le déversement des eaux des égouts); Gabriel (qui fait remarquer que la situation dans le bassin de Gand a atteint un record répugnant, souligne les suites de l'empoisonnement des eaux en pays flamand et attire l'attention sur la nécessité d'une nouvelle écluse à Terneuzen); Moulin (qui estime que l'Etat devrait intervenir d'une large façon dans les dépenses incombant aux communes par suite de l'installation des stations d'épuration); Pincé (qui, au nom de M. Versieren, attire l'attention sur la situation de l'Escaut à Oudenaarde); Van Peteghem (concernant la pollution des rivières et des ruisseaux par les eaux résiduaires des usines); Rolin (qui demande au ministre des affaires étrangères de faire droit aux revendications exprimées, fût-ce sur une base judiciaire); Schalckens (qui demande de régler aussitôt que possible la question sur le plan international), et Van Glabbeke, m. s. p. et f. (qui déclare que les situations incriminées sont exactes et que les démarches auprès du gouvernement français, en ce qui concerne la pollution de l'Escaut par les eaux de l'Espierre, sont restées sans résultat), pp. 148 à 158.

Reprise de la discussion (11 janvier 1950).

Discours de MM. Van Glabbeke, m. s. p. et f. (qui déclare que le gouvernement belge n'a jamais négligé le problème et que lorsque la loi sur la protection des eaux sera votée la construction des stations d'épuration sera intégrée dans une politique générale de mise au travail); van Zeeland, m. a. é. c. e. (qui déclare qu'il sera suggéré au gouvernement français de constituer une commission franco-belge qui pourrait suivre tout ce qui se passe à la frontière en matière de pollution des eaux); Ancot (qui fait remarquer que la pollution des eaux de la Lys et de l'Escaut est imputable aux eaux résiduaires des lavoirs de laines de Tourcoing et de Roubaix et déclare qu'il sera demandé de reprendre d'urgence l'interpellation si une solution satisfaisante n'intervient pas), et van Zeeland, m. a. é. et c. e. (qui promet d'exposer les arguments qui ont été développés lors des négociations avec le gouvernement français), pp. 160 à 165.

L'incident est clos.

YERNAUX.

V. Interpellations : Moulin.

Invalidité — V. Assurances sociales : Maladie-invalidité.

J

Jugements. — V. Droit civil : Etat civil : Registres.

Juridictions militaires. — V. Armée.

L

Langues. — V. Administration publiques.
V. aussi : Organisation judiciaire.

Listes. — V. Chambres législatives : Sénat.

Loi communale (art. 109). — V. Communes.

Loi provinciale. — V. Provinces.

M

Magistrats (traitements). — V. Organisation judiciaire : Traitements.

Maîtres d'études. — V. Enseignement . Enseignement moyen.

Maladie-Invalidité. — V. Assurances sociales.

Marine.

Ann. — Transmission par le ministre des communications, conformément à l'article 5 de la loi du 1er février 1939, relative à l'organisation des crédits pour le développement des flottes marchande et de pêche et de la construction navale, du rapport sur la marche des opérations de crédit au cours de l'exercice 1949.

Dépôt au greffe, p. 572 (9 mars 1950).

Transmission par le ministre des communications, conformément au troisième alinéa de l'article 8 de la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes, modifiée par la loi du 7 juin 1949, du rapport sur les opérations de crédit au cours de l'année 1949.

Dépôt au greffe, p. 573 (9 mars 1950).

Marine. — V. aussi Affaires étrangères.

Météorologie. — V. Affaires étrangères.

Milice. — V. Armée.

Mines.

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919.

Nouveau titre : Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et modifiées par l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Mines (*suite*)

Doc. — N° 149. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 178. Amendement du gouvernement.
N° 191. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Dépôt du projet par M. Duvieusart, m. a. é. cl. m., p. 346 (2 février 1950).

Discussion générale (8 mars 1950).

Discours de MM. Boulanger (concernant la fermeture de charbonnages); Duvieusart, m. a. é. cl. m. (qui réfute les objections de M. Boulanger) et Harmegnies (concernant la réserve du Charbonnage des Chevalières), pp. 564 et 565.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (8 *mars* 1950).

L'amendement du gouvernement au sujet de l'intitulé du projet de loi est adopté, p. 566.
L'article unique du projet est adopté, p. 566.
L'ensemble du projet est adopté par 114 voix contre 1, p. 568 (8 mars 1950).
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Mineurs (pensions de retraite). — V. Assurances sociales.

Mineurs. — V. Enfance : Cinémas.

Missions (financement). — V. Finances.

Monument de l'Yser. — V. Chambres législatives : Sénat : Poursuites.

Motions d'ordre.

BALTUS.

Ann. — Concernant la question des prisonniers de guerre retenus en U. R. S. S. — Discours de M. van Zeeland, m. a. é. et c. ex. (qui déclare que le gouvernement doit se mettre en contact avec les Français et les Russes de façon à hâter le rapatriement de tous ceux qui sont encore retenus en Russie, pp. 54 et 55 (13 décembre 1949).
L'incident est clos.

BERTRANG.

Ann. — Propose de renvoyer aux commissions réunies de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique, la proposition relative aux incompatibilités. — Le comte de la Barre d'Erquelinnes s'oppose au renvoi en commission, p. 154 (10 janvier 1949).

BEULERS.

Ann. — Concernant sa demande d'interpellation « relative à certaines catégories d'ouvriers mineurs ». — Observation de M. le président, p. 523 (1er mars 1950).

BOUILLY.

Ann. — Concernant l'urgence du projet de loi sur le bail à ferme, p. 89 (20 décembre 1949).
L'incident est clos.
Concernant les retenues opérées par les percepteurs des postes sur le montant des sommes payées aux frontaliers, p. 297. — Réponse de M. Liebaert, m. f., p. 305 (31 janvier 1950).

D'ASPREMONT LYNDEN (comte).

Ann. — Concernant le projet relatif au statut de l'Europe et la nomination des délégués à l'assemblée de Strasbourg, p. 109 (21 décembre 1949).
L'incident est clos.

DESMEDT (R.).

Ann. — Propose de remettre au lendemain son interpellation « concernant la crise qui sévit dans la culture de la chicorée », p. 62 (13 décembre 1949).

DOUTREPONT.

Ann. — Au sujet de la procédure suivie en ce qui concerne l'importation de beurre de la Hollande, p. 9. — Observation de M. Dierckx, membre du conseil des ministres, p. 9 (8 novembre 1949).
Concernant le retard dans le dépôt des budgets. — M. Liebaert, m. f., justifie ce retard, p. 16 (6 décembre 1949).
L'incident est clos.

GLINEUR.

Ann. — Concernant la mise en liberté provisoire des inculpés dans l'affaire des titres non déclarés. — Réponse de M. Lilar, m. j., p. 462 (16 février 1950).
L'incident est clos.

Ann. — Regrette que la traduction en flamand d'un discours de M. Levecq n'ait pas été assurée. — Observations du président, p. 481 (21 février 1950).
L'incident est clos.

Motions d'ordre (*suite*)

HANQUET.

Ann. — Demande que la discussion du projet de loi sur l'organisation de l'économie soit ajournée. — Observations de MM. le président, Jespers et Van Buggenhout, p. 556 (8 mars 1950).
L'incident est clos.

LILAR, m. j.

Ann. — Concernant une modification de l'ordre du jour, p. 128 (22 décembre 1949).

LOHEST.

Ann. — Demande à connaître l'intention du gouvernement en ce qui concerne la loi sur les baux à loyer et la loi sur les baux commerciaux, p. 9 — Réponse de M. Lilar, m. j., p. 9 (8 novembre 1949).
Demande de discuter d'urgence le projet de loi sur les loyers, p. 50 (13 décembre 1949).

NOTHOMB (baron).

Ann. — Observations concernant le résumé du discours qu'il a prononcé lors de la discussion du budget de la défense nationale et figurant dans la table alphabétique des matières de la session 1947-1948. — Remarque de M. le président, p. 16 (6 décembre 1949).
L'incident est clos.

RONSE.

Ann. — Demande d'inscrire à l'ordre du jour du lendemain le projet concernant les traitements des magistrats, p. 239 (24 janvier 1950).

SERVAIS.

Ann. — Demande de renvoyer à la commission le projet relatif à la protection du fonds de commerce. — M. Lohest s'oppose à cette procédure, p. 90 (20 décembre 1949).
L'incident est clos.

N

Naturalisations.

Projets accordant la naturalisation.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 572 (9 mars 1950).

Navires. — V. Affaires étrangères.

Nomination des instituteurs. — V. Enseignement : Enseignement primaire.

Notariat.

Projet de loi relatif au régime organique du notariat.

Doc. — N° 53. Rapport de M. Derbaix.
N° 153. Amendement de M. Clijnmans au texte de la commission.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 69 (14 décembre 1949).

Discussion générale (8 février 1950).

Discours de M. Derbaix, rapporteur (qui donne les raisons pour lesquelles la commission a remplacé le texte transmis par la Chambre et demande de rejeter l'amendement Clijnmans), p. 365.
La discussion générale est close.
Discussion de l'article unique (texte de la commission).
Intervention de MM. Clijnmans et Lilar, m. j., p. 367.
L'amendement de M. Clijnmans est retiré.
L'article unique est adopté, p. 367.
L'ensemble du projet est adopté par 119 voix et 1 abstention, p. 389 (9 février 1950).
S'est abstenu : M. Harmegnies.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat.

Doc. — N° 78. Rapport de M. Moureaux.
N° 138. Sous-amendement de M. Moreau de Melen et consorts à l'amendement de la commission.
N° 154. Sous-amendement de M. Clijnmans au sous-amendement de M. Moreau de Melen et consorts.
N° 187. Sous-amendement du gouvernement à l'amendement de la commission.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Moureaux, p. 92 (20 décembre 1949).

Ajournement (1er mars 1950).

Observations de MM. Moreau de Melen, Moureaux et Lilar, m. j., pp. 527 et 528.
Le projet est ajourné, p. 528.

O

Office national de la coopération belge. — V. Commerce et industrie.

Organisation de l'économie. — V. Commerce et industrie.

Organisation judiciaire.

ASSISTANCE AUX INDIGENTS.

Proposition de loi assurant des allocations aux avocats stagiaires du chef de l'assistance gratuite aux indigents.

Doc. — N° 29. Proposition de M. Taillard.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Taillard, p. 16 (6 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 28. Proposition de M. Struye.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Struye, p. 16 (6 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 89 (20 décembre 1949.

FRAIS DE JUSTICE.

Projet de loi relatif à la tarification et au mode de liquidation des honoraires et des frais en matière judiciaire et extra-judiciaire.

Doc. — N° 131. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 262 (25 janvier 1950).

LANGUES.

Proposition de loi modifiant l'article 28 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Doc. — N° 10. Proposition de M. Struye.

N° 135. — Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Struye, p. 9 (8 novembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Discussion et rejet (1er mars 1950).

Discours de MM. Struye (qui expose les raisons qui l'incitent à maintenir sa proposition, qui a été rejetée par la commission); Edg. De Bruyne, Moreau de Melen, rapporteur, Coulonvaux et Lilar, m. j. (qui donnent les motifs pour lesquels ils voteront contre la proposition) et Struye (qui déclare qu'il n'a pas voulu porter atteinte au principe du bilinguisme), pp. 528 à 530.

La proposition est rejetée, p. 530.

MAGISTRATS SUPPLÉANTS.

Indemnités.

Proposition de loi complétant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants, remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

Doc. — N° 106. Proposition de M. Lagae.

N° 146. Rapport de M. Ronse.

Cette proposition est jointe à une proposition de M. Lagae, interprétant l'article 3 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix, modifiée par celle du 1er juin 1949.

Les deux propositions sont adoptés sous le titre :

Projet de loi remplaçant l'article 228 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire et l'article 229 de la même loi, modifiée par l'arrêté royal du 13 juillet 1933, abrogeant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, interprétant l'article 3 de la loi du 1er juin 1949, modifiant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Lagae, p. 185 (12 janvier 1950).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 236 (24 janvier 1950).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 328 (2 février 1950).

Discussion (22 février 1950).

Voir rubrique : Organisation judiciaire : Traitements.

PRUD'HOMMES.

Projet de loi prorogeant le mandat des membres élus des conseils de prud'hommes.

Doc. — N° 85. Rapport de M. Neels.

N° 92. Amendement de M. Levecq.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 108 (21 décembre 1949).

M. Neels dépose le rapport et en donne lecture dans les deux langues nationales, p. 130 (22 décembre 1949).

Organisation judiciaire (*suite*)

Discussion générale (22 décembre 1949).

Discours de MM. Neels, rapporteur, (qui fait remarquer qu'il est nécessaire de proroger le mandat des membres des conseils); Coulonvaux (qui demande au gouvernement de déposer un projet tendant à ne plus permettre aux mandataires politiques de trancher les conflits jugés par les conseils de prud'hommes); Wijn (qui demande de revoir la loi avant de procéder à de nouvelles élections); Neels (qui déclare que les observations formulées ne justifient pas la remise du vote du projet); Liebaert, m. f., (qui déclare que le gouvernement accordera toute son attention aux suggestions faites par M. Coulonvaux), et Levecq (qui dépose un amendement prévoyant que les élections auront lieu en 1950), p. 130.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1949).

Article 1er.

Amendement de M. Levecq.

Intervention de MM. Neels, rapp., Jespers et Rolin (qui demandent de rejeter l'amendement), pp. 130 et 131.

L'amendement n'est pas adopté, p. 131.

Articles 2, 3 et 4.

Adoptés sans observations.

L'ensemble du projet est adopté par 127 voix et 4 abstentions, p. 139 (22 décembre 1949).

Se sont abstenus : MM. Boulanger, Levecq, Libois et Noël.

Le projet est soumis à la sanction du Prince Régent.

Proposition de loi complétant la loi du 18 mars 1950 modifiant les articles 4, 45 et 54 de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Doc. — N° 213. Proposition de M. Rolin.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi interprétant l'article 3 de la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justice de paix, modifiée par celle du 1er juin 1949.

Doc. — N° 35. Proposition de M. Lagae.

N° 146. Rapport de M. Ronse.

A cette proposition est jointe une proposition de loi de M. Lagae complétant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

Les deux propositions sont adoptées sous le titre :

Projet de loi remplaçant l'article 228 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, et l'article 229 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1933; abrogeant la loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif; interprétant l'article 3 de la loi du 1er juin 1949, modifiant la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Lagae, p. 36 (7 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 68 (14 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 328 (2 février 1950).

Pas de discussion générale.

L'intitulé nouveau est adopté, p. 492.

Discussion des articles (22 février 1950).

Les articles sont adoptés sans observations, p. 493.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 131 membres présents, p. 505 (23 février 1950).

Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.

Doc. — N° 20. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 77. Rapport de M. Ronse.

N° 80. Amendement de M. Doutrepont.

Ann. — Dépôt du projet par M. Lilar, m. j., p. 24 (6 décembre 1949).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 90 (20 décembre 1949).

Discussion générale (25 janvier 1950).

Discours de MM. Ronse, rapp. (qui justifie le projet); Lohest (en ce qui concerne les allocations familiales accordées aux magistrats); Lilar, m. j. (qui déclare que l'amendement de M. Doutrepont est irrecevable et qu'il ne convient pas d'inclure les membres de la Cour des comptes et ceux du Conseil d'Etat, le projet visant uniquement les magistrats de l'ordre judiciaire); Doutrepont (qui propose de renvoyer la question en commission et de réunir en un seul texte la question des barèmes de toutes les catégories du personnel qui dépend du pouvoir législatif, expose le but de son amendement et demande que la loi soit appliquée aux membres de la Cour des comptes et à

Organisation judiciaire (*suite*)

ceux du Conseil d'Etat); Ronse, rapp. (qui insiste pour que le projet soit voté tel qu'il a été adopté par la commission et examine la notion du pouvoir judiciaire); Coulonvaux (qui demande au gouvernement de hâter la solution que tous les intéressés sont en droit d'espérer); Van Remoortel (qui estime que les membres de la Cour des comptes et ceux du Conseil d'Etat doivent être assimilés à des magistrats); Vermeylen (qui demande de voter l'amendement de M. Doutrepont), et Lohest (qui déclare retirer sa proposition traitant du même objet), pp. 258 et 261.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 janvier 1950).

Articles 1er et 2.

Adoptés, p. 262.
L'amendement de M. Doutrepont tendant à ajouter un article 2*bis* n'est pas adopté, p. 262.

Article 3.

Adopté, p. 262.
L'ensemble du projet est adopté par 133 voix et 1 abstention, p. 277 (26 janvier 1950).
S'est abstenu : M. Doutrepont.
Le projet est transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi tendant à voir appliquer aux membres de l'ordre judiciaire, magistrats et greffiers, les augmentations de barème allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.
Doc. — N° 77. Rapport de M. Ronse.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).
Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 90 (20 décembre 1949).
Le projet du gouvernement modifiant la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix, traite du même objet.
Seul le projet de loi est retenu.

Organisation judiciaire.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.
Doc. — N° 124. Proposition de M. Lagae.
Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 308 (1er février 1950).

VACANCES.

Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'Ordre judiciaire.
Doc. — N° 192. Projet amendé par la Chambre des représentants.
Ann. — Projet amendé transmis par la Chambre des représentants. Renvoi en commission, p. 536 (7 mars 1950).

Ouvriers mineurs : Pensions de retraite. — V. Assurances sociales.

P

« Particuliers » et « Habitants ». — V. Administrations publiques : Langues.

Paternité et filiation. — V. Droit civil.

Pêche. — V. Affaires étrangères.

Pensions.

PENSIONS SPÉCIALES.

Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.
Doc. — N° 171. Proposition de M. Catteau.
Ann. — Dépôt de la proposition de M. Catteau, p. 391 (9 février 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 523 (1er mars 1950).

Pensions de retraite. — V. Assurances sociales : Ouvriers mineurs.

Pensions de vieillesse. — V. Assurances sociales : Supplément de pension. — V. aussi : Interpellations Glineur.

Police des étrangers. — V. Etrangers.

Pollution des eaux. — V. Interpellations : Van den Storme-Gabriel-Ancot.

Poursuites. — V. Chambre législatives : Sénat.

Président du Sénat.

Ann. — M. Gillon est élu président du Sénat, p. 5. — Il prononce un discours à cette occasion, p. 7 (8 novembre 1949).
M. Gillon rappelle aux membres du gouvernement le prescrit de l'article 32 du règlement du Sénat en ce qui concerne les questions parlementaires, p. 15 (6 décembre 1949).
Projet de loi établissant les incompatibilités. — Observations concernant les amendements introduits par le gouvernement, p. 292 (31 janvier 1950).
Attire l'attention sur le prescrit du règlement relatif aux interpellations, p. 348 (7 février 1950).
Annonce au Sénat que M. Matagne, vice-président, ne pourra assister aux débats durant au moins deux mois, en raison de son état de santé, p. 406 (14 février 1950).
Fait part de l'appel adressé par le comité du Congrès mondial des partisans de la paix à tous les pays, p. 523 (1er mars 1950).

Prêts agricoles. — V. Agriculture.

Prisonniers de guerre. — V. Motions d'ordre : Baltus.

Procédure civile.

EXPROPRIATIONS.

Proposition de loi portant abrogation de l'arrêté-loi du 3 février 1947, relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et de l'arrêté-loi du 10 février 1947, relatif à la réquisition d'immeubles ainsi qu'à la réquisition et à la réservation du matériel et des matériaux pour cause d'utilité publique.
Doc. — N° 103. Proposition de M. Van Hemelrijck.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van Hemelrijck, p. 166 (11 janvier 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 236 (24 janvier 1950).

Propriété. — V. Habitations.

Publications. — V. Enfance.

Pulvérisations. — V. Agriculture.

Provinces.

LOI PROVINCIALE.

Conseils provinciaux.
Proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi provinciale.
Doc. — N° 183. Proposition de M. Allard.
Ann. — Dépôt de la proposition par M. Allard, p. 513 (23 février 1950).
Prise en considération et renvoi en commission, p. 536 (7 mars 1950).

Question royale. — V. Roi et famille royale : Consultation populaire.
V. aussi : Droit constitutionnel.

R

Recensement. — V. Interpellations : Catteau.

Rééquipement ménager (travailleurs agricoles). — V. Assurances sociales.

Régime de retraite des salariés et non-salariés. — V. Assurances sociales.

Règlement du Sénat. — V. Chambres législatives.

Rente de vieillesse. — V. Assurances sociales : Supplément de pension.

Réquisitions. — V. Procédure civile : Expropriations.

Revenus (Impôts). — V. Impôts : Impôts directs.

Roi et famille royale.

CONSULTATION POPULAIRE.

Consultation populaire du 12 mars 1950, au sujet de la question royale.
Doc. — N° 208. Communication de M. le ministre de l'intérieur en exécution de l'article 5 de la loi du 11 février 1950.

DÉCLARATION DU ROI.

Doc. — N° 210. Déclaration du Roi.

Russie (Société belges exploitant en Russie). — V. Droit Commercial : Sociétés.

S

Salariés. — V. Assurances sociales : Régime de retraite.

Sauvegarde de la vie humaine en mer. — V. Affaires étrangères : Marine.

Secrétaire communaux. — V. Communes : Loi communale.

Sécurité sociale. — V. Assurances sociales.

Séparation de corps. — V. Droit civil.

Sinistrés. — V. Interpellations : Gribomont.

Sociétés. — V. Banques.

Sociétés anonymes. — V. Droit commercial.

Sociétés belges exploitant en Russie. — V. droit commercial : Sociétés.

Sociétés commerciales. — V. Droit commercial.

Société nationale de la petite propriété terrienne. — V. Habitations.

Société nationale des chemins de fer belges. — V. Transports.

Successions. — V. Impôts : Impôts directs.

Syndicats. — V. Affaires étrangères : Droit syndical.

T

Tabac (Droits fiscaux). — V. Impôts : Douanes et accises.

Taxations. — V. Interpellations : Moureaux.

Taxe de circulation. — V. Impôts : Impôts indirects.

Titres (échange). — V. Droit commercial : Sociétés commerciales.

Titres (Soc. an.). — V. Droit commercial : Sociétés anonymes.

Tracteurs agricoles. — V. Impôts : Impôts directs.

Traitements des bourgmestres et échevins. — V. Communes : Loi communale.

Traitement des membres de la Cour des comptes. — V. Cour des comptes.

Traitements des membres de l'Ordre judiciaire. — V. Organisation judiciaire.

Traitements des membres du Conseil d'Etat. — V. Droit public : Conseil d'Etat.

Traitements des ministres du culte catholique. — V. Cultes.

Traitements des secrétaires communaux. — V. Communes.

Traitements du personnel enseignant des Universités de l'Etat. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Transports.

S. N. C. F. B.

Proposition de loi modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges.

Doc. — N° 72. Proposition de M. Vreven.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Vreven, p. 92 (20 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

Travail.

ALLOCATIONS COMPENSATOIRES.

Projet de loi rendant définitives et incorporant dans la rémunération des travailleurs, les majorations de salaire prévues par la loi du 6 juillet 1948 octroyant une majoration de salaire en contrepartie de certaines allocations compensatoires.

Doc. — N° 150. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 348 (7 février 1950).

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Proposition de loi relevant le taux des allocations familiales aux travailleurs indépendants et supprimant les cotisations des anciens assujettis.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 17 (6 décembre 1949).

Proposition de loi instituant un contrôle unique et généralisé dans le domaine des allocations familiales.

Doc. — N° 52. Proposition de M. Troclet.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Troclet, p. 69 (14 décembre 1949).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 147 (10 janvier 1950).

VACANCES.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés.

Doc. — N° 132. Proposition de M. Schot.

Ann. — Prise en considération et renvoi en commission, p. 308 (1er février 1950).

Travail. — V. aussi : Affaires étrangères.

Travailleurs agricoles (rééquipement ménager). — V. Assurances sociales : Rééquipement ménager.

Travaux publics.

DÉCORATION ARTISTIQUE.

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

Doc. — N° 114. Proposition de M. Mazereel.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Mazereel, p. 227 (19 janvier 1950).

Prise en considération et renvoi en commission, p. 308 (1er février 1950).

Tutelle. — V. Droit civil.

U

Universités (Traitements). — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Uranium. — V. Interpellations : Libois.

V

Vacances. — V. Organisation judiciaire.

Vacances des travailleurs. — V. Travail.

Véhicules à moteur. — V. Impôts : Impôts indirects.

FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES.